

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

LA MARÉE BRUNE

- La liste de Jordan Bardella arrive largement en tête du scrutin européen avec 32,4 % des voix, un niveau historique pour le RN.
- Le camp présidentiel s'écroule avec seulement 15,2 %, talonné par le PS.
- Léon Deffontaines (PCF) ne parvient pas à franchir la barre des 5%. **P. 2 à 9**



DEN SALLARD/LESTRA / OPALE PHOTO





La vague brune déferle dans les urnes

EUROPÉENNES Le Rassemblement national est arrivé largement en tête du scrutin, ce dimanche 9 juin. Avec une estimation à 32,4 % des voix à 20 heures, il serait loin devant la liste macroniste emmenée par Valérie Hayer et dépasserait même le total des voix des quatre principales listes de gauche.

Estimations à 20 heures (source : Ifop)

Parti communiste français (Léon Deffontaines)

2,4 %

La France insoumise (Manon Aubry)

8,3 %

Les Écologistes (Marie Toussaint)

5,6 %

Parti socialiste-Place publique (Raphaël Glucksmann)

14,3 %

Renaissance (Valérie Hayer)

15,2 %

Les Républicains (François-Xavier Bellamy)

7 %

Reconquête ! (Marion Maréchal)

5,1 %

Rassemblement national (Jordan Bardella)

32,4 %

Autres listes *

9,7 %

* dont Parti animaliste : 2,2 %, Lutte ouvrière : 0,4 %, Alliance rurale : 2,1 %

INFOGRAPHIE L'HUMANITÉ

Jordan Bardella a été

Ni ses approximations, ni les rappels de son imposture sur la question sociale, ni son absentéisme au Parlement européen n'auront enrayé sa course. Ce dimanche 9 juin, la liste du Rassemblement national (RN) menée par Jordan Bardella est arrivée largement en tête des élections européennes, avec 32,4 % des voix, selon les scores estimés à 20 heures (Ifop). Cela devrait permettre au parti d'extrême droite d'envoyer 31 eurodéputés à Strasbourg. Amer symbole : c'est le plus gros score jamais enregistré pour une liste depuis celle conduite par Simone Weil en 1984 (43 % des voix). Le RN est loin devant la liste présidentielle : Valérie Hayer et ses colistiers recueilleraient 15,2 % des voix seulement (14 eurodéputés, 9 sièges de moins qu'il y a cinq ans). Quant à la gauche, elle serait aussi distancée, même si Raphaël Glucksmann (PS-Place publique) talonnait la Macronie, avec 14,3 % des voix et 13 sièges obtenus. Au total, à l'heure où nous écrivons ses lignes, seules deux autres listes parvenaient à dépasser la barre nécessaire des 5 % pour avoir des élus : la FI (8,3 %) et LR (7 %). Avec 5,6 %, les Écologistes étaient encore dans l'incertitude quant à la sauvegarde d'au moins 5 sièges. Le parti zemmourien Reconquête espérait, lui, ravir 4 élus (5,1 %), augmentant de toute façon le score total de l'extrême droite. Le PCF échouerait à faire élire des eurodéputés, comme en 2019, avec 2,4 % des voix. Au total, selon les estimations, la gauche enverrait 26 députés à Strasbourg (contre 25 en 2019).

Le RN récolte ainsi les fruits d'une dédramatisation toujours accrue, sur fond de lepénisation des esprits (coïncidence, au même moment CNews, propriété de Vincent Bolloré, est devenue la première chaîne d'information en continu de France). Même si, sur le papier, la fin de campagne de Jordan Bardella n'a pas été de tout repos. Régulièrement attaqué sur son bilan social, le jeune poulain de Marine Le Pen s'est notamment vu rappeler, par le candidat communiste Léon Deffontaines, les positions de son parti à l'Assemblée nationale. Des votes contre la réinstauration de l'impôt de solidarité sur la fortune, contre l'indexation des salaires sur l'inflation, contre la gratuité des cantines scolaires, à rebours des attentes des classes populaires auxquelles le RN prétend offrir un débouché.

DES EUROPÉENNES RÉDUITES À UN « SONDAGE GÉANT »

Absent 70 % du temps de son précédent mandat, incapable de produire le moindre rapport en cinq ans, auteur d'à peine 21 amendements, Jordan Bardella est donc réélu, et avec lui un plus grand nombre d'eurodéputés RN. C'est tout le paradoxe de ce scrutin, où les considérations nationales viennent, en France comme ailleurs, supplanter les enjeux propres à la politique communautaire. Pour une fois pourtant, on ne peut pas dire que la question de l'UE ait été éludée lors de débats, où les candidats ont pu parler

du marché commun de l'énergie, de la politique migratoire à l'échelle du continent ou de la politique agricole commune. Sans compter, bien sûr, la question du soutien à l'Ukraine ou encore de la voix à faire entendre pour faire cesser le massacre à Gaza, qui interroge la place du projet politique européen dans les grands mouvements du monde.

Mais c'est bien le rapport de force national qui s'est imposé et, avec lui, la prégnance d'un vote-sanction contre Emmanuel Macron. « Le scrutin européen n'est pas identifié comme étant à fort enjeu par les électeurs. Cela favorise un vote d'expression des colères et du rejet de la majorité présidentielle », commentait pour l'Humanité le politologue Jean-Yves Dormagen en amont du vote de ce dimanche. Nombre d'électeurs ont vu en Jordan Bardella le meilleur véhicule pour infliger une claque au président de la République, confortant l'idée que le RN serait, malgré la réalité de ses votes, le premier opposant à la majorité actuelle. Le scrutin européen apparaît en effet pour beaucoup comme la seule véritable élection de mi-mandat où s'exprimer, les autres étant des votes locaux (municipales, régionales...). Bref, des européennes réduites à un « sondage géant », une prise de température à mi-chemin entre deux présidentielles.

À ce titre, l'échec de la Macronie est double. Le résultat marque l'impopularité croissante du camp présidentiel, y

Renaissance fait 7 points de moins qu'en 2019, un recul d'autant plus net que la majorité a bénéficié du renfort du centre-droit.



régulièrement attaqué sur son bilan social, notamment par le candidat communiste Léon Deffontaines. RAPHAËL LAFARGUE/ABACA

compris dans des segments électoraux qui lui étaient encore acquis en 2022. Renaissance fait 7 points de moins qu'en 2019, un recul d'autant plus net que la majorité a bénéficié cette fois du renfort du parti de centre-droit UDI qui, il y a cinq ans, avait présenté sa propre liste (en cumulé, Renaissance et UDI réunissaient 25 % des voix). Surtout, Emmanuel Macron et Gabriel Attal en sortent affaiblis. Le président de la République est allé jusqu'à prendre la parole en interview, le 6 juin, pour conjurer les Français de ne pas voter RN : « Si, demain, la France envoie une très forte délégation d'extrême droite à Bruxelles, l'Europe pourrait être bloquée. Vous n'aurez pas l'Europe

PARTICIPATION EN FRANCE, UN TAUX EN HAUSSE PAR RAPPORT À 2019

L'un des enseignements dominants de ce scrutin européen, c'est d'abord la nette hausse de la participation. En France, son taux s'élève à 52,5 %, malgré un contexte de forte abstention, selon un sondage Ifop disponible à 20 heures après la fermeture des bureaux de vote dans les grandes villes. Soit près de 2,5 points de plus qu'en 2019 (50,1 %), et 10 points de plus qu'au scrutin de 2014 (42,43 %). Cette année, les élections européennes ont mobilisé davantage les Français que lors de précédents scrutins nationaux (47,51 % de participation lors du premier tour des législatives 2022, 44,66 % aux municipales 2020).

des vaccins, ce sera l'Europe de la chloroquine ou du vaccin Sputnik. » Sans effet. Quant au premier ministre, il s'est énormément mouillé dans la campagne, jusqu'à parasiter, avec un brin de sexisme, l'agenda de Valérie Hayer dans les dernières semaines. Poussé par Emmanuel Macron, c'est lui qui a insisté pour débattre en face à face contre Jordan Bardella. Mais la séquence, malgré les approximations du RN, n'a pas inversé la dynamique.

LA RECRÉATION D'UN ESPACE SOCIAL-DÉMOCRATE

Les macronistes ont toutefois échappé au scénario qu'ils redoutaient le plus : finir troisième, derrière Raphaël Glucksmann. Selon les résultats, à 20 heures, la liste socialiste serait néanmoins en tête de la gauche, devant la FI (8,2 %), les écologistes (5,6 %) et le PCF (2,4 %). Un ordre d'arrivée qui fera l'objet d'une âpre bataille des récits, avec pour horizon la présidentielle 2027. Avant le vote, des cadres du PS, boostés par les sondages favorables, revendiquaient déjà la recreation d'un espace social-démocrate autour duquel pourrait se reformer la gauche, mais sans Jean-Luc Mélenchon. Ce dernier avait d'ailleurs déclaré que « les européennes préparent la présidentielle », durant la campagne. Une affirmation à relativiser, au vu de l'abstention (malgré un sursaut de participation notable) : les résultats ne garantissent rien du rapport de force à venir. Trois ans, c'est encore loin. Apparaissant d'autant plus fragile que le RN a donné la sensation d'une déferlante, la gauche doit mettre ce temps à profit pour se reconstruire. ■

CYPRIEN CADDEO



À gauche, un défi titanesque

C'est un séisme d'une magnitude jamais enregistrée auparavant qui a parcouru la France, dimanche. D'aucuns espéraient secrètement que les sondages avaient surestimé la vague brune à venir. Hélas, même dans le contexte d'une participation qui demeure faible – à peine un électeur sur deux s'est rendu aux urnes –, le Rassemblement national a remporté une très large victoire, récoltant plus de 7 millions de suffrages. C'est le fait majeur du scrutin qui vient de s'achever. Ce succès de la formation xénophobe et antisociale, la plus antieuropéenne d'entre toutes, est le fruit d'une large et solide dynamique qui déborde le cadre national et dont personne ne peut dire où elle s'arrêtera.

Le parti de Bardella et Le Pen enregistre un score historique, le meilleur de son existence. Ce résultat est le fait d'un double ressort constitué, d'un côté, de l'exploitation éhontée de la misère, des dégâts de la désindustrialisation et de l'abandon de pans entiers du territoire, fruits amers du libéralisme poussé à l'extrême par Emmanuel Macron, et, de l'autre côté, de la crise de perspective majoritaire à gauche. Rien ne serait plus absurde de croire à l'existence d'un hypothétique plafond de verre sur lequel viendraient se briser à l'avenir les am-

La contre-performance de la liste Hayer disqualifie le parti d'Emmanuel Macron.

bitions du RN. Aucune ligne Maginot électorale ne protégera la France de l'abîme qui la menace, avec la perspective désormais plausible qu'une majorité porte le clan Le Pen à la présidence de la République en 2027.

Peut-on encore enrayer cette ascension vertigineuse des forces obscures, dans le sillage de la Hongrie, de la Finlande, des Pays-Bas, de l'Italie et peut-être, demain, des États-Unis ? C'est le défi titanesque de la gauche, dont le score additionné est à peine équivalent à celui du RN. La contre-performance de la liste Hayer disqualifie le parti d'Emmanuel Macron, sa stratégie insensée de tête-à-tête avec Bardella ou Le Pen n'aboutissant qu'à renforcer l'extrême droite. Il n'y a plus le choix : pour éviter le pire, la gauche doit gagner en 2027. Celle-ci doit sortir de ses postures, pour démontrer qu'elle incarne l'alternative au projet funeste du RN. À elle d'en créer les conditions. ■



« L'extrême droite mène une violente propagande contre les immigrés »

De Madrid à Bruxelles, de Montargis à Vintimille, les électeurs se sont rendus aux urnes dans une atmosphère délétère, dominée, quarante-cinq ans après la première élection du Parlement européen au suffrage universel, par les replis nationalistes.

Vintimille (Italie), Madrid (Espagne), Montargis (France), Anderlecht (Belgique), envoyés spéciaux.

Partout en Europe, l'extrême droite et les droites nationalistes cultivent une rhétorique anti-immigrés et des obsessions sécuritaires propres à entretenir les peurs. Les digues cèdent ; dans l'opposition comme aux responsabilités, la gauche peine à faire valoir ses ambitions sociales. Au terme de campagnes plombées par ce climat, les électeurs se sont rendus aux urnes sans ferveur.

En Italie, la gauche mobilisée mais inaudible

À quelques kilomètres de la frontière franco-italienne, à Latte, dans la commune de Vintimille, Enzo Barnabà est revenu devant le bureau de vote où il a voté samedi 8 juin. Ici, en Italie, le scrutin se déroule traditionnellement sur deux jours. « Mais il y a eu un changement majeur, explique cet historien autodidacte, militant acharné de la solidarité avec les immigrés. Avant, nous votions le dimanche et le lundi. Pour la première fois, c'est samedi et dimanche. » Un changement d'habitude

qui aura sans doute perdu quelques électeurs. En tout cas, le taux d'abstention est alarmant. « Seulement 5 % des inscrits se sont présentés hier », expliquait dimanche matin Sylvie, assesseure du bureau de vote de Latte dont vient de sortir Mario, chapeau de paille enfoncé sur le crâne. « Le débat national ne m'intéresse pas, élude le sexagénaire. Ma crainte est que la gauche fasse un score trop important. Regardez leurs positions sur ce qui se passe en Ukraine ou sur l'immigration. Il faut une Italie et une Europe plus fortes. » Le ton est donné.

En route pour d'autres bureaux de vote, Enzo tente quelques pronostics : « L'extrême droite est traditionnellement majoritaire dans le Nord-Ouest. Mais jusque-là, c'était au profit de la Ligue de Matteo Salvini. Cette fois, le parti de Giorgia Meloni, Fratelli d'Italia, devrait faire le meilleur score. » Mille et une nuances de néofascisme qui ne changent pas grand-chose, dans la région, à l'irrésistible ascension des idées de repli. Lorsque Enzo arrive, vers midi, dans le quartier populaire de Roverino, plus au centre de Vintimille, Mariana et sa fille, Mathilde, viennent de ressortir du bureau de vote qui affiche un taux de participation inférieur de 12 %. « Pour nous, les enjeux principaux sont l'école, la santé et le droit à l'IVG, confie la seconde, une parmi



Bureau de vote à Madrid (Espagne), le 9 juin. VIOLETA SANTOS MOURA/REUTERS

les rares jeunes mobilisés ce matin. Mais on ne se sait pas pour qui voter. »

Peu après leur départ sans avoir déposé de bulletin dans l'urne, un petit groupe de militants de gauche se retrouve dans un local à proximité. « Nous restons optimistes, affirme Francesco Minazzo, du Parti démocrate (PD). On peut compter sur la mobilisation des antifascistes. » Michele Palmero, un responsable associatif engagé, lui aussi, au PD, se veut plus réaliste. « Dans cette zone frontalière, l'extrême droite mène, depuis plusieurs années, une violente propagande sur la question migratoire, analyse-t-il. Cela fonctionne très bien auprès des classes populaires, en majorité issues de l'immigration venue du sud de l'Italie. Parmi elles, près de 50 % des actifs sont des travailleurs frontaliers, exploités à Monaco, à qui on a expliqué que les immigrés étaient la raison de leurs difficultés. » Sur le chemin du retour vers Grimaldi,

son village, Enzo, lui, veut croire que ses combats culturels finiront par contribuer au réveil des consciences.

En Espagne, un test pour le gouvernement Sánchez

Dans le quartier de Delicias (district d'Arganzuela), majoritairement à gauche lors des dernières élections générales de juillet 2023, Gonzalo B. n'est pas très confiant. Sympathisant d'Izquierda Unida, l'une des douze formations qui composent Sumar, il vient de déposer dans l'urne son bulletin en faveur de la coalition progressiste portée par la ministre du Travail et deuxième vice-présidente du gouvernement espagnol, Yolanda Díaz, figure de proue de l'aile gauche de la majorité dirigée par le Parti socialiste (PSOE). « Les sondages nous donnent moins de 6 % d'intentions de vote, alors que c'est nous qui tirons le gouvernement vers la gauche », se plaint-il, en vilipendant un

REPORTAGES



ELEZIONE DEI MEMBRI DEL PARLAMENTO EUROPEO SPETTANTI ALL'ITALIA DI SABATO 8 GIUGNO E DOMENICA 9 GIUGNO 2024

CIRCOSCRIZIONE ELETTORALE I - ITALIA NORD-OCCIDENTALE (PIEMONTE - VALLE D'AOSTA - LIGURIA - LOMBARDIA)
LISTE DEI CANDIDATI PER L'ELEZIONE DI N. 20 MEMBRI DEL PARLAMENTO EUROPEO SPETTANTI ALL'ITALIA

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
...

Listes des candidats aux élections européennes, à Milan (Italie), le 8 juin. GABRIEL BOUVIS/AFP

« agenda médiatique » totalement accaparé par des sujets qui auraient invisibilisé les « réussites sociales » de son camp.

Avec la polémique entourant la loi d'amnistie pour les séparatistes catalans et le contexte de « guerre totale » que la droite livre au chef du gouvernement Pedro Sánchez (PSOE) – qui est allé jusqu'à menacer de démissionner à la suite des attaques contre son épouse –, le Parti populaire (PP) aurait, selon lui, réussi à transformer les élections européennes en plébiscite pour ou contre Sánchez.

Aux abords du 70, rue Ferraz, le quartier général du PSOE, la militante socialiste Josefa Galbán veut croire que la récente montée de son parti dans les sondages (l'écart s'est réduit à seulement 3 points face à un PP donné en tête avec 33 % des voix) finira par le porter en tête du scrutin. « La droite est tellement violente que ce serait une énorme leçon de démocratie de la voir sanctionnée », espère-t-elle, en rappelant que 150 permanences du PSOE ont été attaquées depuis novembre 2023. « Ils étaient encore là hier soir, des dizaines d'ultracatholiques... Ça commence en prières et ça se termine en insultes contre Sánchez », dit-elle en pointant du doigt le croisement avec la rue Marqués de Urquijo. Si elle regrette

le manque de débat de fond sur les programmes des partis dans une Europe « antisociale » en ébullition, sa plus grande crainte est de voir confirmée la prédiction des enquêtes d'opinion : l'arrivée du parti d'extrême droite Vox en troisième position, plus haut que son score de 2019 (6 %). « Ni l'Espagne ni l'UE n'ont besoin de ça ! »

En France, le Rassemblement national s'enracine

Dans la Venise du Gâtinais, les stigmates des violentes émeutes de l'été 2023, après la mort du jeune Nahel tué à Nanterre lors d'un contrôle policier, sont toujours visibles. Place Mirabeau, à Montargis (Loiret), la pharmacie n'est plus. D'autres commerces, rue du Général-Leclerc, n'ont toujours pas rouvert leurs portes. « J'ai été horrifiée par cet épisode. C'est à se demander ce que font les parents », se plaint Jeanine. Cette retraitée, habitante du quartier populaire des Closiers, s'est comme à son habitude rendue aux urnes. « J'ai d'abord voté pour l'éducation nationale et la sécurité », explique-t-elle. Sans vouloir indiquer son vote, la Montargoise glisse un indice : « Jordan Bardella parle de nous à la télé. »

À Montargis, l'extrême droite devrait confirmer son implantation, après sa

victoire à l'élection législative de 2022 dans l'une des circonscriptions les plus à droite de l'Hexagone. Il faut dire que le député RN Thomas Ménagé sait surfer sur les peurs en cultivant le souvenir des émeutes. Dans cette sous-préfecture, 70 commerces avaient été détruits, vandalisés ou pillés. « Jordan Bardella est le seul à être venu ! » tance le parlementaire sur son tract de campagne.

« À midi, dans les bureaux de vote du centre-ville, la participation est importante. Le maire LR est inquiet. La bascule des électeurs de droite est frappante », évalue Bruno Nottin (PCF), leader de l'opposition de gauche. À Montargis, les taux de participation au scrutin européen laissent entrevoir les fractures sociales. Dans la même école Jean-Moulin, le bureau de vote numéro 4 affichait déjà 31 % de participation à 13 heures, contre 22 % pour le numéro 3, celui du quartier populaire Les Closiers.

La gauche a pourtant des arguments à faire valoir. Bruno Nottin avait échoué au second tour de l'élection législative, en réalisant sur la ville 49 % sous les couleurs de la Nupes (le candidat RN avait obtenu 63,3 % dans l'ensemble de la circonscription). À l'élection présidentielle, en 2022, Jean-Luc Mélenchon (22,5 %) avait devancé Marine Le Pen (21,6 %), quand Fabien Roussel dépassait les 4 % (Ian Brossat avait dépassé les 5 % au scrutin européen de 2019).

Tee-shirt Bricorama sur le dos, Oliver, un électeur de gauche, s'est rendu aux urnes à

la fin de sa matinée de travail. « J'ai d'abord voté pour que la France retrouve sa souveraineté politique et énergétique. Il n'est plus possible de payer si cher notre électricité parce que les prix sont alignés sur ceux des Allemands », fait-il valoir. À l'heure du vote, cette campagne lui a laissé une certaine amertume : « Encore une fois, les préoccupations des gens sont passées au second plan. »

En Belgique, trois scrutins à fronts renversés

À Anderlecht, on votait trois fois ce dimanche, comme dans le reste du pays : pour les européennes, mais aussi, voire, surtout, pour l'Assemblée nationale et le Parlement régional. Dans cette grande commune populaire en lisière de Bruxelles, à la différence de la Flandre – à quelques kilomètres – où tous les regards étaient tournés vers l'extrême droite, c'est plutôt la gauche radicale, incarnée par le Parti du travail de Belgique (PTB), qui concentre l'attention : en 2019, la formation avait déjà recueilli près de 20 % des voix et, cette fois, comme dans toute la région de la capitale belge, elle paraissait en passe de devenir le premier parti. Signe de panique, peut-être : quelques jours avant le scrutin, un cadreur du Mouvement réformateur (MR), allié avec les macronistes à l'échelle européenne, a agressé Nabil Boukili, chef de file du PTB pour l'Assemblée fédérale, l'invitant à « quitter la Belgique si les règles ne lui convenaient pas ».

Dans cette ville melting-pot où les boucheries halal et les kebabs côtoient les épiceries polonaises, les cafés espagnols et mille autres spécialités, la saillie paraît s'être retournée contre la droite. À l'Athénée Joseph-Bracops, dans la queue pour le bureau 36, beaucoup se scrutent à cette aune. Au beau milieu, Lou, étudiante en école de commerce, ne se pose pas ces questions pour son premier vote. Pour elle, « la priorité, c'est le climat », de quoi la pousser à voter écolo. Alexandre, son père, a choisi de voter PTB, précisément pour sanctionner les écologistes, coupables d'avoir rendu la circulation impossible dans la ville. « C'est un retour de bâton, la protestation, elle est de ce côté-là, chez nous », se félicite-t-il. Un autre électeur qui a tendu l'oreille abonde : « On rend les déplacements très pénibles dans les villes populaires et, pendant ce temps, on ne touche à rien chez les plus riches. »

Un peu plus tard, sur une terrasse proche de Saint-Guidon, un couple – elle, artiste, lui enseignant –, tous deux électeurs réguliers du PTB, recherchent sur le Web les mentions d'une liste propalestinienne. « Parfois, on vient nous dire que la gauche vraiment de gauche récupère les colères, mais ce qu'on a vu, notamment ces dernières semaines, c'est comment les socialistes jouent un jeu clientéliste en se présentant, par exemple, comme les défenseurs du halal, ou la droite flamande qui vient parler de Gaza. Même si c'est vrai que, sur la Palestine, on n'a pas les reculs de solidarité auxquels on a assisté en France ! Ici, ça demeure dans l'ADN du PTB, et c'est bien possible, on croise les doigts, que ça se voie dans les résultats. » ■

ÉMILIE URBACH, LUIS REYGADA,
NAÏM SAKHI ET THOMAS LEMAHIEU

« Encore une fois, les préoccupations des gens sont passées au second plan. »

OLIVER, ÉLECTEUR
À MONTARGIS (LOIRET)



Débat avec les principales têtes de liste sur BFM, le 27 mai.
ELIOT BLONDET/ABC/ANDIA.FR

Les temps forts d'une campagne dont l'Europe aura été la grande absente

Pendant six mois, l'extrême droite, en tête dans les sondages, a dicté le tempo du débat où il aura surtout été question d'immigration.

Les Français ont sûrement l'impression d'avoir davantage assisté à une course de petits chevaux qu'à une campagne européenne de fond. Une donnée pourrait même laisser penser que le pays a basculé pour de bon dans une République sondagière : depuis le 1^{er} janvier, 106 enquêtes d'opinion – toutes donnant le RN largement en tête – ont été publiées en

158 jours, week-ends et jours fériés inclus. Voilà peut-être l'une des explications du faible intérêt des citoyens pour ce rendez-vous électoral, lequel a été moins couvert par les médias que le décès de la reine d'Angleterre et les européennes de 2019, d'après une étude de la Fondation Jean-Jaurès (FJJ). Toujours selon la FJJ, cette élection n'aura d'ailleurs intéressé que 62 % des citoyens, contre 72 % il y a cinq ans et 82 % pour la présidentielle de 2017.

Très vite, le duel artificiel entre une extrême droite forte et la Macronie à la peine s'est installé dans les médias, lesquels ont participé à tordre le scrutin en un référendum « pour ou contre Macron ». Les listes de gauche, elles, ont eu beau tenter d'imposer les thématiques européennes dans le débat, leur division et les enjeux de recomposition en vue de 2027 n'ont pas aidé à les rendre audibles.

Crise des agriculteurs, le top départ

Le 18 janvier a sifflé le réel coup d'envoi des élections européennes. À la mi-janvier, le bouchon a sauté et le courroux qui couvait a débordé. Plusieurs semaines durant, les agriculteurs ont bloqué par milliers des

routes du pays. Avec dans le viseur l'Union européenne, sa politique agricole commune, sa bureaucratie, ses traités de libre-échange et ses normes environnementales. Les paysans veulent que ça change, surtout concernant leur rémunération qu'Emmanuel Macron a échoué à améliorer. La révolte surprend au sein des états-majors, lesquels n'ont pas tous désigné une tête de liste. Pour des raisons différentes, tous les partis

soutiennent le mouvement mais les colères, alimentées par l'extrême droite, se coalisent en partie contre les écologistes, coupables d'imposer trop de normes, et en partie contre le gouvernement, avec en point d'orgue la visite perturbée au Salon de l'agriculture du chef de l'État. Plus qu'une hausse des revenus, c'est surtout le plan Écophyto qui sera mis « en pause ».

La question migratoire éclipse le social

Plus on parle d'immigration, plus l'extrême droite monte ; plus elle monte, plus on en parle. Dans cette campagne, elle a donné le tempo, imposant ses lubies à des médias plutôt consentants pour transformer les européennes en une élection nationale.

Résultat : 7 % du temps médiatique ont été consacrés au thème de l'immigration, selon la FJJ, soit autant que pour la guerre en Ukraine. Bien que première préoccupation des Français, le pouvoir d'achat – sujet qui a déterminé le vote d'un électeur sur deux, d'après le Cevipof – n'a compté que pour 3 % dans la campagne. Tout comme les thématiques écologiques, lesquelles étaient pourtant au cœur du débat en 2019, avec cette fois un cadrage médiatique plus que douteux tel que « Écologie : stop ou encore ? », lors d'un débat télévisé RTL-M6-le Figaro.

Ukraine et Gaza au centre de la tension

La guerre s'est invitée dans la campagne européenne. Comment cela aurait-il pu être différent quand au moins 40 000 Gazaouis ont été massacrés après le terrible 7 octobre et que Poutine poursuit sa guerre impérialiste en Ukraine ? Désireux d'incarner la part régaliennne de la fonction, le président de la République a fait de l'Ukraine un sujet de la campagne, lorsqu'il a déclaré en février que l'envoi de troupes occidentales ne pouvait « être exclu ». Une déclaration belliciste qui lui a valu de nombreuses critiques de

tous les autres camps politiques mais qui a mis au centre des débats la question de l'Europe de la défense, notamment portée par Valérie Hayer (Renaissance), Marie Toussaint (Les Écologistes) et Raphaël Glucksmann (Place Publique - Parti socialiste), là où les autres listes s'y opposent, soit par poutinophilie (RN, Reconquête), soit par pacifisme et souverainisme (PCF, FI). Les nombreuses mobilisations pour la Palestine ont aussi imposé Gaza dans cette campagne, avec l'appui de la gauche et l'investissement de la France insoumise, qui y a vu un outil de mobilisation, quitte à rendre la cause encore plus clivante. Du pain bénit pour les droites et l'extrême droite qui, comme lors des blocages à Sciences-Po, ont taxé en permanence les défenseurs des Palestiniens d'antisémites pour les discréditer.

RN-Renaissance, un duel artificiel très médiatique

D'un côté, la montée en flèche ; de l'autre, la chute libre. Si les dynamiques de l'extrême droite et de la Macronie ont été inverses, les camps se sont rejoints pour vendre leur duel qui a viré au duo. Tout au long de la séquence européenne, RN et Renaissance ont tout fait pour nationaliser les discussions et exclure la gauche des débats, allant même jusqu'à organiser en prime time sur le service public un débat entre le premier ministre Gabriel Attal et la tête de liste d'extrême droite Jordan Bardella, où le premier a de fait symboliquement hissé le second à son niveau. Quitte à éclipser totalement sa candidate, Valérie Hayer, laquelle n'a jamais été en mesure de contrer l'effet « élection de mi-mandat », traînant le bilan macroniste comme un boulet. Et c'est Jordan Bardella qui a profité de ce vote sanction, caracolant en tête des sondages pendant six mois, porté par la thématique de l'immigration et une campagne très active sur les réseaux sociaux, particulièrement sur Tik Tok.

À gauche, un pacte de non-agression très tardif

Il aura fallu attendre la dernière semaine pour voir les gauches respecter un semblant de pacte de non-agression devant le score annoncé du RN. Jusqu'ici, dictée par la recomposition en vue de la présidentielle, la campagne avait été âpre entre les différentes listes, notamment entre insoumis et socialistes. Inquiets de la tournure que prenaient ces européennes transformées en « premier tour de 2027 » par Jean-Luc Mélenchon, les premiers voulaient ainsi limiter l'envolée sondagière de Raphaël Glucksmann. Cette dynamique a valu à la tête de liste de Place publique-PS, dont la ligne peut à certains égards rappeler celle de François Hollande, quelques piques également venues du communiste Léon Deffontaines et de Marie Toussaint, la tête de liste écologiste dont la campagne a été fragilisée par des choix stratégiques questionnables et l'absence des thématiques environnementales du débat public. ■

EMILIO MESLET

Léon Deffontaines a redonné sa voix au monde du travail

Avec 2,4 %, selon les estimations à 20 heures, le PCF n'est pas parvenu à faire élire des députés. Mais sa tête de liste a su imposer ses thèmes tout au long de la campagne. Le candidat communiste prend date pour la suite, au sein de la recomposition de la gauche et dans le combat face à l'extrême droite.



Rillieux-la-Pape (métropole de Lyon), le 4 avril. La tête de la liste Gauche unie avec les salariés de Cotelte, usine menacée de fermeture en septembre 2023. NICOLAS LIPONNE/MAXPPP

Avec un score de 2,4 %, selon les estimations à 20 heures, la liste conduite par Léon Deffontaines ne parvient pas à atteindre l'objectif qu'elle s'était fixé en début de campagne : envoyer cinq députés au Parlement européen, où les communistes français ne siègent plus depuis 2019. Le score de la « gauche unie pour le monde du travail » reste comparable à celui réalisé il y a cinq ans par Ian Brossat.

Dans les dernières semaines de sa campagne, Léon Deffontaines a martelé aux électeurs qu'envoyer cinq députés de sa liste à Strasbourg équivalait à en enlever cinq à la droite et à l'extrême droite. Si cela n'a pas été obtenu, le jeune communiste a tout de même marqué des points et atteint d'autres objectifs qui justifiaient sa candidature.

Inconnu sur le plan national y a quelques mois, Léon Deffontaines a réalisé des prestations médiatiques remarquées. Parmi les raisons d'être de sa liste figurait l'ambition de mettre en avant le monde du travail et ses revendications. C'est un des messages qu'il a réussi à faire passer, non seulement sur les plateaux de télévision,

mais lors de ses nombreux déplacements sur le terrain. En meeting, les syndicalistes, dont l'enseignante Sigrid Gérardin, en deuxième position sur la liste, ont largement pris la parole.

La réindustrialisation, le « productivisme vert », le développement d'un nucléaire ont été des thèmes phares de sa campagne. Léon Deffontaines, à rebours des écologistes et des insoumis, a défendu les investissements dans la filière nucléaire de façon à répondre aux besoins en matière de relocalisation des productions industrielles. Il a fait entendre sa voix sur le développement du ferroviaire, pour augmenter la mobilité des classes populaires, mais aussi retirer les camions des routes au profit du transport de fret.

Léon Deffontaines s'est également affronté au candidat du RN, Jordan Bardella. « C'est mon adversaire principal », a-t-il affirmé dans *L'Humanité*. À plusieurs reprises, dans les débats en direct comme dans ses meetings, le candidat communiste a mis l'eurodéputé d'extrême

droite face à ses contradictions, pour « déconstruire le mythe d'un RN défenseur des travailleurs français » en mettant la lumière sur la réalité des votes de la formation d'extrême droite.

Le candidat s'est aussi fait remarquer pour ses prises de position contre l'escalade guerrière, refusant à 28 ans de faire partie d'une « génération sacrifiée ». S'il estime nécessaire de soutenir l'Ukraine, il a condamné tout envoi de troupes françaises sur le front.

Enfin, à travers ses multiples déplacements dans le pays, avec la composition de

sa liste – qui comprend des membres des radicaux de gauche, du MRC, de l'Engagement, fondé par Arnaud Montebourg, ou du député de la Gauche républicaine et socialiste Emmanuel Maurel –, il a commencé à ouvrir un « nouvel espoir » pour une gauche qu'il juge pour l'instant coincée entre les « outrances » de Jean-Luc Mélenchon et le libéralisme de Raphaël Glucksmann. ■

DIEGO CHAUVET

Réindustrialisation et pouvoir d'achat ont été parmi les thèmes phares de sa campagne.



Sur le continent, l'élan ultranationaliste



En Allemagne, l'AfD se hisse à 16 % des suffrages.
SEAN GALLUP/GETTY IMAGES/AFP

PAYS-BAS

L'extrême droite sur la deuxième marche

Il avait espéré rafler la première place. Le Partipour la liberté (PVV), formation d'extrême droite menée par Geert Wilders, devrait finalement s'incliner, aux Pays-Bas, derrière la coalition sociale-démocrate et écologiste de son rival travailliste Frans Timmermans, selon les premières estimations de votes à la sortie des urnes réalisées par Ipsos. Sison score apparaît en deçà des résultats escomptés, le parti nationaliste, qui a placé le rejet des migrants et des idées xénophobes au cœur de sa campagne électorale, n'en a pas moins confirmé une poussée spectaculaire. D'un seul eurodéputé envoyé en 2019 au Parlement européen, il passerait à 7, à la faveur de ces élections. L'alliance emmenée par le Parti travailliste et le parti écologiste de gauche obtiendrait, pour sa part, 8 sièges (4 chacun), contre 9 au total lors de la mandature précédente. Parmi les premiers citoyens européens appelés à voter pour élire leurs 31 députés, les Néerlandais se sont davantage mobilisés lors de ce scrutin, avec un taux de participation de 46,8 % en 2024 (contre 41,8 % en 2019).

CHYPRE

Les conservateurs dominant le scrutin

Selon les premières estimations, le Rassemblement démocrate (conservateurs) sortirait vainqueur de ce scrutin à Chypre, en remportant 24,4 % des suffrages, soit 2 sièges d'eurodéputés, sur les 6 en jeu. Le parti réformateur des travailleurs (gauche radicale) le talonnerait avec 23,1 % des voix, soit un siège au Parlement. Avec un siège chacun, suivent le parti dit indépendant (14,8 %), le Parti démocratique (sociaux-démocrates, 11,9 %), le Front national populaire, parti d'extrême droite (10,6 %). La campagne électorale, marquée par le thème de l'immigration et le coût de la vie, a suscité une adhésion plus importante qu'en 2019, avec un taux de participation de 50,5 %, soit 5 % de plus qu'en 2019. Le président chypriote, Nikos Christodoulides, avait encouragé les 700 000 électeurs chypriotes à se déplacer aux urnes : « Les élections européennes nous concernent tous. Une participation massive enverra un message fort sur l'importance que nous attachons à une Europe plus forte, plus résiliente, plus autonome stratégiquement, plus unie et bien sûr plus efficace. »

GRÈCE

Nouvelle Démocratie caracole en tête

Dans un pays qui élit 21 eurodéputés, le parti Nouvelle Démocratie du premier ministre Kiryakos Mitsotakis, au pouvoir depuis 2019, devance nettement ses concurrents, avec un score de 30 % (8 sièges), selon les premières estimations. Derrière, le parti de gauche Syriza obtient entre 16,7 % (3 sièges), devant les socialistes du Pasok (12,4 %, 3 sièges). Vient ensuite le parti communiste KKE avec un score de 9,1 %, qui enverrait 2 députés à Strasbourg. Le parti conservateur EL (Solution grecque), présent dans le groupe ECR au Parlement européen, obtiendrait 2 sièges avec 8,8 %. À l'extrême droite, seul le parti Niki (Mouvement patriotique démocratique) enverrait un député au Parlement, avec 3,9 % des votes. Pour la première fois, les Grecs pouvaient voter à partir de 17 ans, grâce à une réforme votée en 2016, alors qu'Alexis Tsipras était premier ministre. Après une participation de plus de 58,7 % en 2019, un chiffre en rebond par rapport à 2014, celui-ci semble en recul cette année.

AUTRICHE

Les néonazis du FPÖ tutoient les 30 %

Le parti ultranationaliste et xénophobe du FPÖ (Parti de la liberté) ressort en tête, selon les premiers sondages. La formation d'extrême droite est créditée de 27 % des voix. Au niveau national, elle avait été complètement anéantie après le scandale de corruption IbizaGate, en provoquant la chute de la coalition gouvernementale en 2019, entre la droite et l'extrême droite. Le FPÖ enverrait 6 élus au Parlement au sein du groupe Identité et Démocratie (extrême droite), contre 3 en 2019, sous la houlette d'un chef radical, Herbert Kickl. Il a fait campagne sur le thème de la guerre en Ukraine en défendant la « neutralité » de l'Autriche et espère remporter les législatives prévues en septembre. La formation devancerait les conservateurs (ÖVP), crédités de 23,5 % (contre 34,5 % en 2019), qui obtiendraient 5 élus au sein du Parti populaire européen (droite). Les sociaux-démocrates du SPÖ feraient 23 % (contre 23,89 %) et enverraient 5 élus à l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates. Les Verts afficheraient un score de 10,5 % et auraient 2 députés.

ALLEMAGNE

La droite devant, l'AfD en seconde position

La droite chrétienne-démocrate (CDU) réalise près de 30 % des voix dans un scrutin européen caractérisé par un haut niveau de participation (près de 65 %). L'autre mauvaise surprise vient de la bonne tenue de l'extrême droite (AfD) qui termine en seconde position, selon les estimations à 18 heures. L'AfD se hisse à environ 16 % des suffrages, soit un gain de 5 points par rapport à l'élection de 2019. En dépit des scandales qui ont valu au parti de suspendre sa tête de liste, Maximilian Krah, pour des propos conciliants sur le rôle de « certains SS » durant la Seconde Guerre mondiale. Les trois partis de la coalition gouvernementale, SPD, Verts et libéraux, subissent un vote sanction. Les Verts sont les plus pénalisés. Autour de 12 %, ils perdent environ 8 points sur 2019. Le SPD affiche l'un des scores les plus faibles de son histoire (autour de 14 %). Die Linke ne réalise plus qu'environ 3 %, victime de transferts de voix vers le parti de la dissidente Sahra Wagenknecht (un peu plus de 5 %), qui entendait siphonner une partie des voix de l'AfD grâce à une position très hostile aux migrants, est en échec, ne réussissant, au final, qu'à affaiblir Die Linke.



La présidente de la Commission européenne, le 10 avril, au Parlement de Bruxelles. JOHN THYS/AFP

Ursula von der Leyen, prête à un pacte avec le diable

Alors que les tractations débiteront ce 11 juin, la présidente sortante de la Commission européenne s'est déclarée ouverte à une alliance avec les nationalistes. Les socialistes, les Verts et les libéraux ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à cette collaboration avec l'extrême droite. La désignation de la conservatrice allemande pourrait également faire débat parmi les chefs d'État.

Attention, numéro réalisé par des professionnels. Après un premier mandat emporté d'une courte tête (neuf voix) grâce aux votes de la droite (PPE), des libéraux (Renew) et des socialistes (S&D), il y a cinq ans, Ursula von der Leyen (CDU, Parti populaire européen) tente cette fois un exercice de haute voltige. Alors que les droites radicales et nationalistes devaient, selon les premières estimations, renforcer leur présence au Parlement européen, la conservatrice allemande, proche d'Angela Merkel, ambitionne de se faire réélire à la tête de la Commission en draguant de manière outrancière cette partie du spectre politique. « La dernière fois, Ursula von der Leyen avait le soutien des trois principales formations politiques au sein du Parlement européen. Cette année, ce sera plus compliqué. Elle a fait des appels du pied à Giorgia Meloni, mais tout ce qu'elle gagnera chez les conservateurs et réformistes (ECR), elle le perdra chez les Verts et les socialistes », analyse pour *L'Humanité* le politologue Olivier Costa, du Centre de recherches politiques de Sciences-Po. Avant d'interroger : « Le Conseil européen voudra-t-il envoyer une candidate qui ne parviendrait pas à obtenir la majorité ? Il se peut que Macron (qui a déjà exprimé des doutes sur un second mandat d'Ursula von der Leyen - NDLR) et le chancelier Scholz aient déjà évoqué le sujet lors du déplacement du président français à Berlin. »

Les socialistes, les Verts et les libéraux ont déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à la collaboration avec l'extrême

droite proposée par Ursula von der Leyen, donc à sa réélection. « Nous ne coopérerons jamais et ne formerons jamais de coalition avec l'extrême droite ! Cela signifie qu'il n'y aura pas de coopération ou d'alliances avec le CRE ou l'ID au Parlement européen », indiquaient les dirigeants des partis socialistes nationaux. Alors même qu'elle avait joué la carte du New Deal environnemental pour s'assurer du soutien des socialistes et de certains Verts, Ursula von der Leyen pourrait cette fois rogner les ambitions climatiques afin de satisfaire les nationalistes. « Vous pouvez être sûrs que, non seulement nous excluons de former une majorité si ECR est de la partie, mais nous allons également faire pression sur les autres groupes », a confirmé Terry Reintke, tête de liste des Verts européens et coprésidente du groupe des Verts/ALE au Parlement.

Cette fois, elle pourrait rogner les ambitions climatiques afin de satisfaire les nationalistes.

Une situation qui oblige le PPE à envisager des scénarios alternatifs, notamment une collaboration avec seulement certaines franges d'ECR, comme le Parti démocratique civique (ODS) tchèque et Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni, qui a prouvé sa capacité à s'inscrire dans les dogmes européens tels que l'austérité, la défense de l'Ukraine ou l'atlantisme, tout en usant de son poids pour influencer la politique européenne en matière migratoire. L'absence de majorité d'Ursula von der Leyen déboucherait sur une crise politique. Pour l'éviter, le vote pourrait avoir lieu en septembre plutôt qu'en juillet, afin de laisser du temps aux négociations. ■

LINA SANKARI

Un Parlement toujours plus à droite

Les conservateurs restent majoritaires. L'extrême droite devrait disposer d'une capacité de blocage et d'orientation des grandes politiques européennes.

La vision ethnique de l'Union européenne (UE) a fini par l'emporter. Présentée comme un projet progressiste et intrinsèquement pacifiste, l'UE a fini par accoucher d'un monstre. Fait majeur de ces élections, le renforcement des partis nationalistes et conservateurs au Parlement. Si le Parti populaire européen (PPE, droite) doit demeurer majoritaire dans l'Hémicycle (184 sièges, +6, selon les premières projections), les Conservateurs et réformistes européens (ECR), emmenés par la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, devraient quant à eux voir leur représentation progresser (73, +5). C'est également le cas d'Identité et Démocratie (ID), où siège le Rassemblement national, qui récolterait 67 sièges (+8). Les libéraux de Renew, dont fait partie Renaissance d'Emmanuel Macron, s'écrouleraient (88, -14).

REVERS POUR LES ÉCOLOGISTES, DÉCEPTION POUR LA GAUCHE

L'extrême droite dispose ainsi d'une capacité de blocage et d'orientation des grandes politiques continentales comme ce fut déjà le cas pour le pacte asile et immigration, en fin de mandature. Malgré leur diversité, les nationalistes pourraient, sur le modèle du premier ministre hongrois Viktor Orbán, monnayer leurs votes et mettre les institutions au service de leurs propres objectifs en échange de leur soutien sur certains dossiers structurants comme la guerre en Ukraine ou l'austérité. Pendant la campagne, Giorgia Meloni et l'ensemble du spectre, qui s'est adonné à des démonstrations de force lors de grands meetings à Florence, Madrid et Budapest, avaient fait de la relégation des sociaux-démocrates (136, -4), des Verts (56, -16) et du groupe La Gauche (36, -1) la vocation ultime de ces élections, estimant que leur influence culturelle sur l'UE demeurerait flagrante. Tous faisaient du pacte vert ou de la défense des droits des LGBT l'illustration de cette hégémonie à renverser. Des projections qui, si elles se confirmaient, laisseraient en suspens la question d'une éventuelle alliance entre le PPE et ECR dans les années à venir.

La Gauche obtiendrait, quant à elle, un résultat décevant. Composé de 37 euro-députés dans le Parlement sortant, ce groupe serait amputé d'un représentant pour les cinq années à venir. Après la scission des Allemands de Die Linke (3%), reste toutefois à savoir si les tentatives de Sahra Wagenknecht (5,5%) pour passer des alliances avec d'autres forces dissidentes seront susceptibles de déstabiliser le groupe existant sur des bases souverainistes et de rejet de l'assistance aux migrants. ■

L. S.

«L'Europe ne peut être tranquille tant que la France n'est pas contente.»

Victor Hugo

L'HOMME DU JOUR



Stephen Kwikiriza

Disparu depuis le 4 juin, ce défenseur ougandais des droits de l'homme aurait été enlevé dans son pays par les forces de défense ougandaises, dénonce la Fidh (Fédération internationale des droits de l'homme). L'opposant connu aux projets pétroliers de TotalEnergies et de son partenaire chinois, la China National Offshore Oil Corporation, a confirmé son enlèvement le jour même via un SMS. Depuis, plus aucune nouvelle. « Il y a de nombreuses arrestations arbitraires de riverains (...) ou de militants », avait déjà dénoncé l'avocat ougandais Maxwell Atuhura, en décembre 2023. Les projets (dont le montage est dominé à plus de 56 % des parts par le groupe français) regroupent deux zones de forage de 419 puits et un oléoduc chauffé de 1443 km pour exporter des hydrocarbures jusqu'à un port de Tanzanie. ■

NADÈGE DUBESSAY



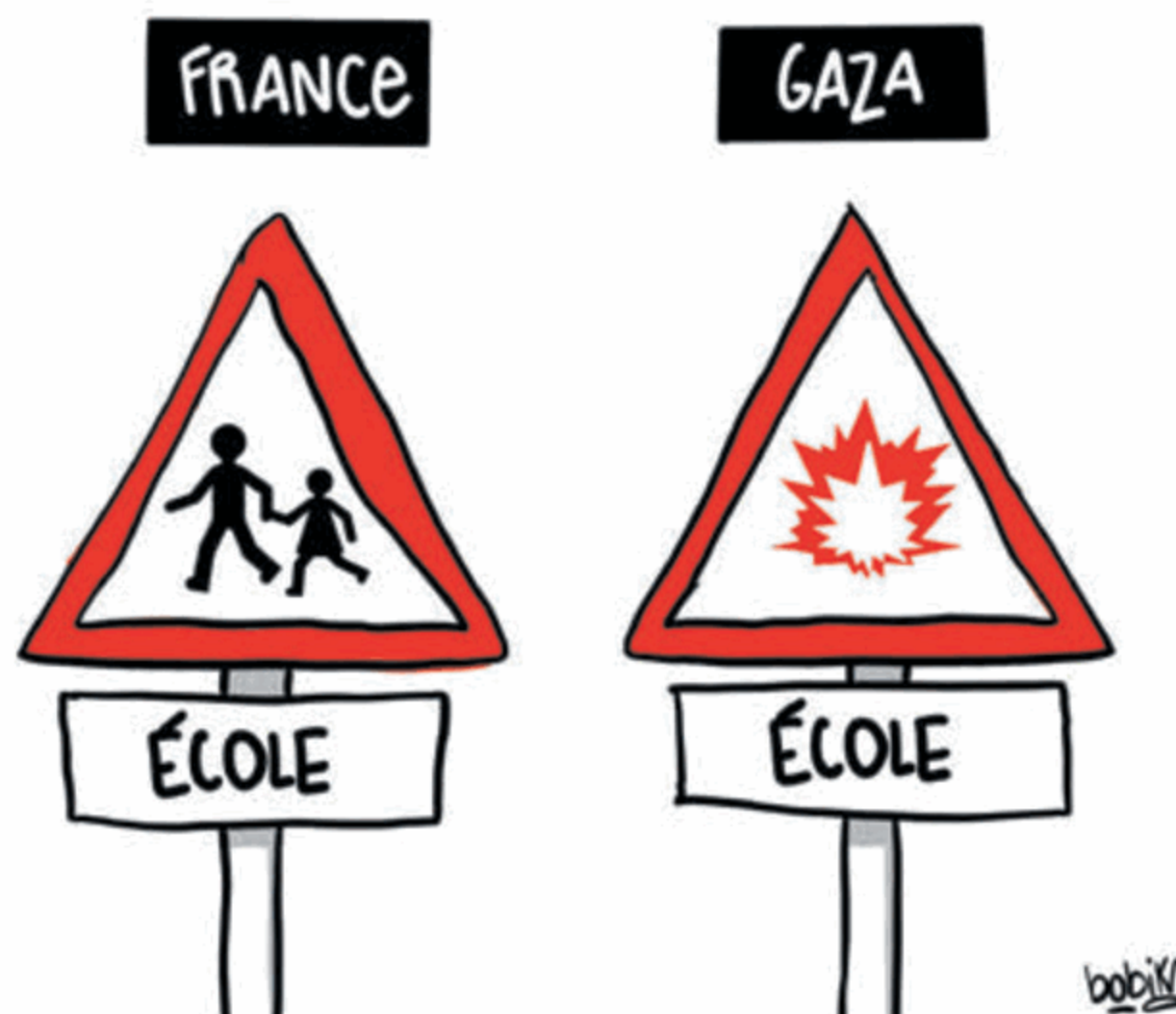
C'EST UN MONDE

Vous avez dit inclusion ?

Le conseil départemental de Loire-Atlantique vient d'annoncer la fin, dès septembre, des transports adaptés entre le domicile et l'école, pour les enfants en situation de handicap habitant à moins de 5 kilomètres de leur école ou à moins de 10 kilomètres de leur collège. Les minibus ou taxis seront remplacés par une indemnité financière. Une décision jugée « indigne » et « discriminatoire » par les 450 familles concernées, qui devront accompagner elles-mêmes leurs enfants. Une double peine pour ces parents dont le quotidien est déjà particulièrement compliqué. « Certains devront diminuer leur temps de travail, d'autres carrément arrêter de travailler ! » s'insurge l'association Handicap 44 en danger. Une pétition a été lancée et certains parents envisagent de manifester leur colère dans les rues.

L'œil de Bobika

DES PETITES DIFFÉRENCES CULTURELLES



LA BONNE NOUVELLE Découverte d'un jeune tyrannosaure par des enfants américains

La nouvelle n'a été confirmée que ces jours-ci par des scientifiques : en juillet 2022, trois jeunes garçons férus d'archéologie ont découvert à Hell Creek (Dakota du Nord), une région connue des chasseurs de dinosaures, le fossile d'un jeune tyrannosaure. Les enfants pensaient au départ avoir affaire à un vestige de dinosaure à bec de canard, une découverte relativement commune. Or ils ont eu la chance extrêmement rare de tomber sur les restes d'un juvénile T-Rex. Le tibia, de 82 centimètres de long,

appartenait à un tyrannosaure adolescent, mort il y a environ 67 millions d'années. Il devait avoir entre 13 et 15 ans quand il est mort, pesait 1,6 tonne, mesurait plus de 7 mètres de long et 3 mètres de haut. Cette découverte pourrait se révéler très importante pour les chercheurs, en apportant notamment des réponses sur la croissance du roi des dinosaures. Un documentaire sur cette formidable et improbable aventure sortira dans une centaine de salles dans le monde, le 21 juin. ■

N. D.



L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Industrie Cinq ans après la fermeture de Blanquefort, l'emblématique usine girondine, un projet de reprise du site vient enfin d'être annoncé. Quelque 2500 emplois sont promis sur la friche en cours de dépollution. Mais des doutes persistent quant aux types de contrats envisagés et au sort réservé aux anciens salariés.

Football Le constat est implacable : le football est un révélateur du niveau de racisme dans notre société. Le journaliste Mohamed Bouhafs y consacre son dernier documentaire et s'attaque au fléau du racisme dans les stades. À travers de nombreuses images d'archives, sociologues et historiens retracent l'histoire du « supporterisme ». Des footballeurs, aussi, témoignent à visage découvert.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Tais-toi et nage

« Dis, papa, c'est encore loin, l'Amérique ? Tais-toi et nage ! » Le président Joe Biden, au terme de sa visite de trois jours, conclue comme il se doit par un dîner de gala à l'Élysée, avait-il ça en tête, plus ou moins inconsciemment ? « Nous sommes dans le même bateau et nous ramons ensemble », a-t-il dit à Emmanuel Macron, qui avait lui-même souligné que « toutes les fois qu'Américains et Français sont réunis autour d'une table de fête, il y plane une sorte d'esprit de 1776 ». Soit la date de la déclaration d'indépendance des États-Unis, obtenue alors avec le soutien de Lafayette... Donc, le même bateau, mais lequel ? Un des 4 sous-marins français ou un des 67 sous-marins américains ? Un de leurs 11 porte-avions, 40 % de la flotte mondiale du genre, ou bien le nôtre, le *Charles-de-Gaulle*, placé il y a quelques semaines, pour les manœuvres Akila en Méditerranée, sous le commandement de l'Otan ? Le Général, qui avait précisément quitté l'Otan, n'aura pas vu ce qui s'est fait en son nom. Nous ramons ensemble, mais pour aller où ? ■



C'EST UN SCANDALE

Lycéens en garde à vue

À Paris, 48 élèves du lycée Hélène-Boucher ont été placés en garde à vue, le 7 juin, et relâchés le lendemain pour avoir occupé l'établissement en solidarité avec la Palestine. CGT, FSU, Solidaires, USL, Union étudiante et Unef leur ont apporté leur soutien, dénonçant « une répression sans commune mesure ».



MÉDIATOC

Crachat

Les communistes ? « Ils collaborent en 39, en 40, en 41. » Et pourquoi pas dès 1936, allez ? Sur CNews, Michel Onfray n'en est pas à une calomnie près, à plus forte raison lorsqu'il s'agit de donner libre cours à son anticommunisme. Honneur aux héros qui sont morts pour qu'il ait la liberté de leur cracher au visage !



Le 8 juin, près de Puylaurens. Face aux manifestants pacifistes, 1600 gendarmes étaient mobilisés.
ED JONES/AFP

A69, les opposants ne baissent pas les bras



ENVIRONNEMENT Près de 7 000 personnes se sont rassemblées samedi dans le Tarn, malgré l'interdiction, pour réclamer l'abandon du projet d'autoroute entre Toulouse et Castres. Une manifestation festive entachée par des affrontements qui ont fait plusieurs blessés.

Puylaurens (Tarn), correspondance particulière.

Lors des précédentes mobilisations contre le projet d'autoroute A69, d'aucuns avaient eu tort de prédire le chaos. Mais, cette fois-ci, le scénario catastrophe redouté a bien eu lieu. Pourtant, ce samedi 8 juin, aux abords de Puylaurens (Tarn), la manifestation avait bien commencé, rassemblant près de 7 000 personnes, selon les organisateurs (2 000, selon la préfecture). À l'arrivée sur le site, des milliers de tentes occupent la plaine. Au-dessus flottent drapeaux palestiniens, queer ou de Kanaky - Nouvelle-Calédonie. En contrebas, les manifestants déambulent dans l'immense campement ou se massent sous les chapiteaux pour écouter prises de parole et conseils d'organisation. La chaleur écrase les corps mais pas la détermination : « *On a la rage de vaincre !* » s'écrit un membre d'Extinction Rebellion dans son discours.

D'ici ou d'ailleurs, tous ont le même objectif : mettre un terme à un projet d'autoroute qu'ils jugent à la fois ■■■

inutile et néfaste pour le vivant. Parmi ceux venus du coin, des paysans posent fièrement devant leur tracteur. C'est qu'ils veulent peser dans cette lutte, dont certains partisans répètent à l'envi qu'elle est majoritairement soutenue dans le département. Emmenés par la Confédération paysanne, ils avaient pratiqué dans la matinée des « semis paysans » là où l'autoroute doit passer.

« LES AUTORITÉS ONT SORTI LE GRAND JEU »

L'ambiance est festive sur le camp. Certains sont venus en famille, avec leurs enfants. D'autres promènent leur chien. Un autre encore, son âne. Sous le soleil ardent, casquettes, keffieh et autres couvre-chefs sont de sortie. Un stand distribue des masques en papier à l'effigie de Michel Vilbois. Le préfet du Tarn est régulièrement vilipendé en raison des actions controversées des forces de police pour déloger les « écureuils », ces militants nichés dans les arbres,

D'ici ou d'ailleurs, tous ont le même objectif : mettre un terme à un projet d'autoroute qu'ils jugent à la fois inutile et néfaste pour le vivant.

tête de proue de l'opposition à l'A69. « Pour ce week-end d'élections, les autorités ont sorti le grand jeu », ironise Thomas Brail, le fondateur du GNSA (Groupe national de surveillance des arbres). Environ 1600 gendarmes et policiers sont mobilisés pour l'occasion : « Ils réussissent à dégoûter les gens, mais si nous cédon à la peur, nous n'arriverons à rien. »

Nous croisons la route de Véronique. Cette Tarnaise était déjà présente en mars sur la ZAD de la Crem'arbre pour soutenir les écureuils. Malgré l'inquiétude, elle a tenu à être présente à nouveau : « La stratégie de diabolisation du gouvernement est dégueulasse. Il fait tout pour faire peur aux gens et, malheureusement, ça marche. »

Prédisant un rassemblement « extrêmement violent », le ministre de l'Intérieur, Gérald Damanin, avait annoncé, mardi, l'interdiction de ce nouveau week-end de mobilisation à l'appel des Soulèvements de la Terre, d'Extinction Rebellion, du GNSA et du collectif La voie est libre. Le recours déposé par les organisations avait été rejeté, vendredi soir, par le tribunal administratif de Toulouse. Parmi les rares élus présents, Christine Arrighi, députée écologiste de Haute-Garonne et rapporteuse de la commission d'enquête sur le montage juridique et financier de l'A69, tient à « dénoncer toutes les violences quelles qu'elles soient et d'où qu'elles viennent ». Pour elle, « la question n'est pas de s'opposer à tous les projets autoroutiers, mais de les questionner à l'aune du changement climatique ».

LES ESPRITS S'ÉCHAUFFENT

Pour organiser au mieux la manifestation, les organisateurs ont imaginé quatre cortèges : un bleu, un jaune, un vert et un rose. Ils s'élancent séparément pour tenter de rejoindre le tracé de la future A69. Les roses s'enfoncent dans la forêt, suivis des bleus. À l'avant, des DJ campés dans des camionnettes font résonner la musique techno. Plus loin, fanfares et tambours galvanisent les foules. Une dizaine de participants se relaient pour porter une chauve-souris géante. À quelques mètres, un autre arbore un bob entouré d'une pancarte : « Est-ce bien moi, le terroriste ? »

Trente minutes à peine après le départ, les esprits s'échauffent. Arrivés sur une route, les opposants font face à une colonne fournie de forces de police. Ils rebroussent chemin et se séparent dans les champs. Très vite, les gaz lacrymogènes enveloppent la scène, tandis qu'explorent les grenades de désencerclement. Quelques jeunes répliquent à coups de feu d'artifice. Quelques parcelles de blé s'enflamment. La préfecture annoncera trois blessés légers au sein des forces de police, les Soulèvements de la Terre comptant une vingtaine de blessés, dont trois graves, parmi les manifestants. ■

ANTOINE PORTOLES ET OLIVIER CHARTRAIN

Mort de Steve Maia Caniço : un procès pour comprendre

JUSTICE Le commissaire Grégoire Chassaing, qui avait ordonné la dispersion violente et mortelle du quai Wilson lors de la Fête de la musique, à Nantes, en 2019, est poursuivi pour homicide involontaire à partir de ce lundi.

Le commissaire divisionnaire Grégoire Chassaing a-t-il commis une « faute caractérisée » en organisant une opération de dispersion injustifiée et dangereuse sur le quai Wilson, à Nantes, le soir de la Fête de la musique 2019, causant indirectement la chute dans la Loire et le décès par noyade de Steve Maia Caniço, cet animateur périscolaire alors âgé de 24 ans ? C'est à cette question que va devoir répondre le tribunal correctionnel de Rennes, où doit s'ouvrir pour une semaine, ce lundi 10 juin, une audience particulièrement attendue.

Le drame avait suscité une émotion intense, plusieurs mobilisations contre les violences policières, et considérablement fragilisé le ministre de l'Intérieur de l'époque, Christophe Castaner. Dès le 29 juin 2019, une semaine après la disparition du jeune homme, plusieurs centaines de personnes défilaient, à Nantes, pour « exiger la vérité », mais aussi une réponse à la question, devenue slogan : « Où est Steve ? » C'est seulement un mois plus tard, le 29 juillet, que son corps était retrouvé dans la Loire, à une quinzaine de mètres du rivage, repéré par un pilote de la navette fluviale reliant la gare maritime au village de Trentemoult. Le lendemain, Édouard Philippe, depuis Matignon, prenait seul la parole pour dédouaner les policiers de toute responsabilité. « Il ne peut être établi de lien entre l'intervention des forces de police et la disparition de Steve Maia Caniço », assurait doctement le premier ministre, fort des premières conclusions de l'IGPN.

PLUSIEURS CHUTES DANS LA LOIRE

Fin 2023, l'instruction a abouti, elle, à un constat radicalement différent, donnant lieu au renvoi de Grégoire Chassaing pour homicide involontaire. Si l'enquête pointait aussi des « fautes commises dans le cadre de la préparation de la fête », notamment l'absence de barriérage sur les quais de Loire, imputable « tant

à la préfecture qu'à la mairie », la justice avait décidé de ne poursuivre ni l'une, ni l'autre, prononçant un non-lieu pour Johann Mougenot, directeur de cabinet du préfet de Loire-Atlantique.

Elle se montrait en revanche extrêmement sévère pour l'action du commissaire Chassaing, qui aurait répondu à une simple provocation – le « sourire narquois » d'un des DJ – par une intervention « ni nécessaire ni proportionnée ». En l'espace de dix minutes, entre 4 h 31 et 4 h 41,

En l'espace de dix minutes, 33 grenades lacrymogènes, 10 grenades de désencerclement et 12 balles de défense sont tirées par les policiers.

pas moins de 33 grenades lacrymogènes, 10 grenades de désencerclement et 12 balles de défense sont ainsi tirées par les policiers, et ce « sans sommations préalables, sans visibilité aucune et sans discernement »,

suscitant une panique sur le quai et plusieurs chutes dans la Loire. Dont celle de Steve Maia Caniço, à 4 h 33 minutes et 14 secondes, moment précis où le bornage de son téléphone s'interrompt brutalement.

L'AVOCAT RÉCLAME LA RELAXE DE SON CLIENT

Pour l'avocat de Grégoire Chassaing, M^e Louis Cailliez, « seules deux grenades, tout au plus », sont tirées avant la chute de Steve, laquelle serait intervenue « de façon fortuite, par inadvertance, à cause de la configuration des lieux et sans rapport avec l'action de la police ». L'avocat réclamera donc la relaxe de son client, présenté comme « un fusible idéal ».

La famille de Steve Maia Caniço se prépare, elle, à une rude semaine. « Elle attend le procès avec inquiétude, parce qu'il va raviver un deuil tragique, commente son avocate, M^e Cécile de Oliveira. Mais aussi avec une confiance dans la solidité de l'enquête, qui a fourni de nombreuses preuves de la culpabilité du policier Grégoire Chassaing. »

L'audience doit s'achever vendredi 14 juin, mais le délibéré sera rendu à une date ultérieure. ■

ALEXANDRE FACHE

Annonces légales

Le journal l'Humanité est officiellement habilité pour l'année 2024, pour la publication

des annonces judiciaires et légales dans les départements : 92, 93, 94.

Arrêté du 21 décembre 2023 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

- Pour les constitutions, dissolutions, clôtures, changement de nom patronymique et toutes autres modifications en vie des sociétés : le tarif est au forfait

- Toutes autres modifications ou événements multiples : le tarif est de 0,232 euro H.T. le caractère

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP en date du 2 mai 2024, à Gennevilliers, il a été constitué une société dénommée :

DREAM COIFF

Forme : Société par actions simplifiée unipersonnelle

Siège social :

3, rue Félicie, 92230 Gennevilliers
Objet : exploitation d'un salon coiffure, salon esthétique, soins de visage, onglerie, achat et ventes de tous produits et accessoires rattachés aux activités

Capital social fixe : 1 000 euros divisé en 100 actions de 10 euros chacune, réparties entre les actionnaires proportionnellement à leurs apports respectifs. Cession d'actions et agrément : les actions sont obligatoirement nominatives. Admission aux assemblées générales et exercice du droit de vote : Dans les conditions statutaires et légales. Président : M. Amidouche Imad, demeurant 111, Voie promenade 92390 Villeneuve-La-Garenne. Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de Nanterre.

EN LUTTE



GRÈVE DANS L'ÉNERGIE

La FNME-CGT a déposé un préavis de grève dans le secteur de l'énergie couvrant la période du 14 juin au 13 septembre (donc des jeux Olympiques et Paralympiques), pour dénoncer un projet de révision des grilles de salaires.

SOUTIEN À KAMEL BRAHMI

La CGT appelle à un rassemblement, le 11 juin, devant la Maison du droit, à Saint-Denis, en faveur de Kamel Brahmi, son secrétaire départemental de Seine-Saint-Denis, convoqué par la justice, après une manifestation, en avril, en marge d'un déplacement du chef de l'État.

DÉBRAYAGE CHEZ KEOLIS

Ce lundi, les chauffeurs de bus de Keolis Méditerranée ont prévu de débrayer pour réclamer des hausses de salaire, à l'appel de l'Unsa. Le mouvement doit concerner une quinzaine de lignes dans des communes comme Sète ou Frontignan (Hérault).

À moins de cinquante jours des jeux Olympiques et Paralympiques (JOP), la CGT dénonce les répercussions que cet événement aura, voire a déjà de façon souterraine, sur l'ensemble des agents du ministère de la Justice. Et ce, sans une reconnaissance salariale à la hauteur des sacrifices subis. Cyril Papon, greffier et secrétaire général de la CGT de la chancellerie et des services judiciaires, explique ce qui a poussé le syndicat à déposer un préavis de grève jusqu'au 30 septembre.

Dans votre préavis de grève, vous pointez les conditions de travail dégradées imposées aux agents pendant les JOP. Comment se traduisent-elles ?

Nous alertons depuis plusieurs mois sur les violations des droits auxquels les Jeux menacent d'exposer l'ensemble des agents œuvrant au sein des services judiciaires, sur fond de dégradation constante de leurs conditions de travail, déjà affectées par une pénurie chronique d'effectif et de moyens. À nos questions répétées, nous n'avons obtenu que des réponses floues ou contradictoires. Nous avons pris connaissance de directives calibrant les audiences pénales à huit heures, c'est-à-dire la durée maximale d'une journée de travail. Or, nul n'ignore que chaque audience impose une préparation en amont et donne lieu, quand elle s'achève, à un certain nombre d'actes. La violation de la législation sur le temps de travail est une réalité violente à laquelle les agents sont déjà quotidiennement confrontés et qui va s'amplifier. La réponse du directeur des services judiciaires, qui préconise des conditions « le moins dérogatoires possible au droit commun », nous semble très problématique. Cela va à l'encontre de la « circulaire Marylise Lebranchu » de 2001, qui imposait aux chefs de cour et de juridiction de respecter des durées d'audience de six heures au maximum.

Vous évoquez également un impact invisibilisé des JOP ?

Tout à fait. Laisser croire que seules les juridictions directement exposées connaîtront une charge supplémentaire de travail revient à se voiler la face. Les agents du ministère de la Justice sont tous concernés par le surcroît d'activité induit par les JOP. Les répercussions ne toucheront ainsi pas seulement les fonctionnaires qui auront renoncé à leurs congés. Il y a en réalité un impact caché, invisibilisé, des Jeux. En effet, un dossier qui va rentrer pendant cette période continuera sa vie pendant plusieurs mois au sein des services qui s'en saisiront par la suite. Mais, vu que ce travail n'est pas du tout exposé,

ces collègues risquent d'être écartés d'une gratification. Par ailleurs, nous avons fait ce constat : en prévision des JOP, depuis deux ans, les greffiers sortant des écoles sont d'emblée orientés vers la région parisienne, au détriment de juridictions qui, elles, ne sont pas directement exposées à cet événement. À cette tendance s'ajoute, lors des campagnes de mutation, un blocage des mobilités pour les collègues souhaitant quitter l'Île-de-France. L'impact est donc bien là pour les juridictions en région, qui ne reçoivent plus les personnels dont elles ont besoin. Cette opacité sur

les mutations a été renforcée par la loi de casse de la fonction publique de 2019, en vertu de laquelle les demandes de mobilité ne sont plus examinées en commission administrative paritaire, portant atteinte à la relative transparence qui prévalait auparavant.

Quelles sont vos revendications ?

Au-delà des primes aléatoires brandies par le gouvernement, qui, à notre sens, détourne l'attention du sujet principal des salaires, nous demandons 10 % d'augmentation immédiate du point d'indice, ainsi que la revalorisation générale des grilles

indiciaires. Les agents sont soumis plusieurs années à des rythmes au-delà de leurs limites, sans la moindre reconnaissance. Nous demandons, en outre, un examen de la durée des audiences par les formations spécialisées en santé et travail afin d'imposer le respect absolu des textes réglementaires. Nous réitérons enfin notre demande d'une expertise sur les conditions de travail et de télétravail dans les services judiciaires qui s'impose face à l'augmentation des burn-out et des tentatives de suicide. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR HAYET KECHIT

« Les JO ont un impact caché sur les agents du ministère de la Justice »

MOBILISATION Un préavis de grève a été déposé par la CGT à compter du 10 juin. En cause : les répercussions des Jeux sur les conditions de travail des fonctionnaires. Les explications du syndicaliste Cyril Papon.



ENTRETIEN



11 juin À 17 heures, conférence de presse au Conseil économique, social et environnemental (Cese), à Paris, organisée par cinq syndicats (CGT, CFDT, FO,

CFE-CGC, CFTC) pour dénoncer la prochaine réforme de l'assurance-chômage. Des chercheurs seront également présents.

13 juin Les personnels de l'Autorité de sûreté nucléaire sont appelés

par le syndicat UNSP-FO à faire grève pour dénoncer la « trahison » du gouvernement, qui ne prévoit pas pour eux d'augmentations de salaire.

13, 21 et 25 juin Les dockers seront en grève, à l'appel de la CGT,

pour peser sur les négociations au sujet de l'application de la réforme des retraites et prolonger les mesures de départ anticipé pour les salariés ayant été exposés à l'amiante.

Coincé entre la voiture et l'avion, le train peine à se faire une place comme moyen de déplacement dans le cœur des Français. Selon une étude de l'Ifop, en collaboration avec la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut), parue vendredi 7 juin, un Français sur deux n'a jamais pris le train au cours des douze derniers mois. Cette enquête a surtout permis de mettre en lumière les principaux freins à une utilisation régulière de ce moyen de transport.

Des prix trop élevés

Comme le révèle le sondage de l'Ifop auprès de 2003 citoyens représentatifs de la population française, le prix excessif du transport sur rail est l'argument qui arrive en premier (53 %) chez ceux qui projettent de se déplacer et choisissent donc un autre moyen de mobilité. À l'inverse, ils ne sont que 34 % à dire que le train est un mode de transport bon marché.

Le TGV pâtit davantage de cette mauvaise image que le TER : 61 % de ceux qui boycottent le train à grande vitesse inscrivent les prix prohibitifs dans le top 5 des raisons de leur refus – ils ne sont que 38 % à le citer pour le TER, qui conserve ainsi son surnom de « train du quotidien ». Pourtant, selon le président de la Fnaut, François Delétraz, la cherté du billet de train est trompeuse. « Entre 2018 et 2022, les billets de train hors Ouigo sont restés à un prix stable. Le Ouigo, lui, est passé d'un

prix moyen de 23 euros à 31 en cinq ans. »

Cette augmentation s'explique par des tarifs particulièrement attractifs lors du lancement de l'offre, renchérissent ensuite. Cependant, les Ouigo demeurent une alternative moins chère au TGV Inoui. Mais une baisse généralisée des prix ne résoudrait pas tout : seuls 39 % des non-usagers du TGV se disent assurés de changer d'avis si les billets étaient plus accessibles (36 % pour le TER, 37 % pour les Intercités).

Pas assez pratique

Pour 43 % des Français, le manque de praticité constitue la deuxième raison de leur refus de se déplacer grâce au rail. La distance pour arriver à la gare, le manque

de places de parking, la contrainte de devoir arriver à un endroit bien précis plutôt que leur destination souhaitée ou encore les contraintes d'heures de départ et d'arrivée sont les arguments qui reviennent le plus souvent. Ces impressions sont renforcées quand elles sont comparées à la voiture, qui reste le moyen de transport privilégié, quelle que soit la distance parcourue. Quand 73 % des Français utilisent leur véhicule pour des trajets de moins de 100 kilomètres, seuls 8 % d'entre eux font le choix du train dans la même situation. Et même lorsque les destinations sont à plus de 500 kilomètres, le train n'est que la troisième option avec 18 % d'utilisateurs, derrière l'avion (30 %).

Les grèves, une idée reçue

Parmi les griefs reprochés au transport ferroviaire, la Fnaut cite les mouvements sociaux. Un tiers des non-usagers se disent prêts à le prendre plus souvent s'il y avait moins de grèves des cheminots. Ils sont aussi un tiers (33 % pour le TGV ; 34 % pour le TER et 33 % pour les Intercités) à considérer les débrayages comme la cause principale des retards, délais ou annulations qui les poussent à choisir un autre moyen. Pourtant, l'idée que la SNCF est si fortement impactée par les grèves est une vue de l'esprit. En moyenne, la SNCF connaît 1,2 jour de grève par an depuis 1980. ■

KHALIL AUGUSTE NDIAYE

Pourquoi les Français évitent le train

TRANSPORTS Dans une récente étude, une personne sur deux déclare n'avoir pas pris le train au cours des douze derniers mois. Le prix des billets et le manque de praticité sont les premières causes de ce rejet.

DÉCRYPTAGE



53 % des sondés jugent ce mode de déplacement trop onéreux, particulièrement quand il s'agit de voyager en TGV. SÉBASTIEN ORTOLAI/REA

On ne peut que se réjouir de voir quatre personnes détenues en otage recouvrer leur liberté. Au prix toutefois d'un nouveau massacre de plusieurs dizaines de Gazaouis. Dans cette guerre que mène le gouvernement israélien depuis les attaques du Hamas, le 7 octobre, il existe toujours deux catégories de civils. Ceux dont on connaît les noms : Noa Argamani, Almog Meir Jan, Andrey Kozlov et Shlomi Ziv, âgés de 22 à 41 ans, libérés par une opération militaire israélienne, ce 8 juin. Ils avaient été enlevés alors qu'ils participaient au festival de musique Nova, dans le désert du Néguev. Et ceux qui restent anonymes jusque dans la mort, et dont on ne connaît pas le nombre précis : les victimes de cette opération spéciale menée par les services de renseignements et l'armée israélienne, sous une pluie de bombardements aériens. Celle-ci s'est déroulée samedi 8 juin au matin, dans le camp de Nousseirat, dans le centre de la bande de Gaza.

Selon le ministère de la Santé du Hamas, 274 personnes ont été tuées lors de cette attaque et 700 autres blessées. L'hôpital voisin Al-Aqsa de Deir el-Balah a de son côté recensé 94 morts, dont de nombreux enfants, et plus de 100 blessés. « *Les informations en provenance de Gaza faisant état d'un autre massacre de civils sont effroyables. Nous condamnons cela en des termes les plus fermes. Le bain de sang doit cesser immédiatement !* » a réagi le chef de la diplomatie européenne, seul dirigeant occidental à faire référence au massacre.

En Israël, la nouvelle a été accueillie dans la liesse : de grandes manifestations se sont tenues, samedi soir, dans plusieurs villes du pays. Mais les discours restent divisés, y compris au sein des familles des otages encore retenus dans la bande de Gaza. Depuis huit mois, seuls 7 otages israéliens sur environ 250 ont été délivrés sains et saufs par la force et 105 lors d'un échange, au cours de la trêve de novembre 2023 ; 19 dépouilles ont été récupérées. Sur les 120 otages restants, l'armée israélienne estime que 90 sont encore en vie.

UNE EXFILTRATION MENÉE AVEC L'AIDE DES ÉTATS-UNIS

Avec cette opération de libération, Benjamin Netanyahu fait coup double. D'abord, sur le plan intérieur, en montrant à la population israélienne que la guerre permet de libérer des otages – sans égard aucun pour le coût humain. Le premier ministre s'est réjoui de ce que son pays « *ne cède pas face au terrorisme* » et a martelé son mantra de chef de guerre : « *Nous ne lâcherons pas tant que nous n'aurons pas réussi la mission et ramené tous nos otages à la maison, les vivants et les morts.* »

Surtout, cette opération est survenue alors que Benny Gantz, membre du gouvernement d'urgence mais opposant de plus en plus critique, s'apprêtait à annoncer sa démission le jour même, ultimatum exigé pour que le premier ministre propose un plan pour l'après-guerre. Son



Le 8 juin, à Deir el-Balah (Gaza). Les médecins de l'hôpital Al-Aqsa ont accueilli plus de 100 blessés et recensé 94 morts. BASHAR TALEB/AFP

À Gaza, un carnage pour la libération de quatre otages

PALESTINE L'opération commando de samedi a permis de libérer quatre Israéliens détenus par le Hamas. Pour Benjamin Netanyahu, ce succès guerrier, qui a coûté la vie à des dizaines de Palestiniens, est surtout l'occasion d'éviter un règlement politique et d'affermir son pouvoir.

parti a déposé à la Knesset un projet de loi pour provoquer des élections anticipées. Le premier ministre l'avait alors accusé de vouloir « *renverser le gouvernement* ». Aujourd'hui, il appelle Benny Gantz à « *ne pas quitter le gouvernement d'urgence* ».

Mais c'est aussi en direction des États-Unis que Benjamin Netanyahu envoie un message : pas besoin d'une trêve ou d'un cessez-le-feu pour libérer des otages. Une façon claire de se défaire des – relatives – pressions internationales et de refuser le plan présenté par Joe Biden, le 31 mai. Ce dernier a réagi depuis Paris, où il achevait sa visite d'État : « *Nous n'arrêterons*

pas de travailler tant que tous les otages ne seront pas rentrés chez eux et qu'un cessez-le-feu n'aura pas été signé. Il est essentiel que cela se produise », a rappelé le président des États-Unis. À ses côtés, Emmanuel Macron n'a fait que prendre sa suite, se réjouissant de la libération des 4 otages et soutenant « *la proposition du président Biden* ».

Mais, si Joe Biden insiste sur la nécessité d'un accord durable, son discours semble d'abord répondre à des préoccupations électorales, alors que de grandes manifestations se sont tenues ce week-end devant la Maison-Blanche en soutien

à Gaza et que sa réélection est menacée par son appui sans faille au gouvernement israélien, malgré les massacres. L'opération de libération des otages a d'ailleurs été conduite avec le renfort d'une équipe américaine spécialisée, selon un officiel militaire états-unien. Antony Blinken, chef de la diplomatie états-unienne, est attendu ce lundi pour un voyage de trois jours en Israël, puis en Égypte, au Qatar et en Jordanie, afin d'arracher le fameux accord présenté le 31 mai. La réponse de Benjamin Netanyahu est déjà connue : il l'a donnée ce samedi. ■

BENJAMIN KÖNIG

Une finale Alexander Zverev contre Carlos Alcaraz, c'était attendu, mais pas forcément espéré. Ce dimanche, l'atmosphère était lourde sur le court Philippe-Chatrier. Juste avant sa demi-finale, le joueur allemand, bien qu'ayant trouvé un accord à l'amiable avec son ex-compagne, qu'il accusait de l'avoir battue, a en effet été condamné, par la justice allemande, à lui verser une amende de 200 000 euros (lire la chronique ci-dessous). C'est donc dans cette ambiance peu ordinaire qu'a débuté cette rencontre inédite, face-à-face entre deux joueurs au plus fort de leur tennis et qui n'avaient jamais atteint ce niveau de compétition à Roland-Garros.

Dans la première manche, après un round d'observation assez long, l'Espagnol prenait finalement le dessus et empochait le set (6-3). Fort d'un jeu plus varié, Carlos Alcaraz a su trouver la solution pour faire la différence face au style plus académique du joueur allemand. Alors que l'on pensait que la deuxième manche serait du même acabit, Alcaraz a connu une baisse de régime alors qu'il menait largement. Alexander Zverev revenait pour finalement s'imposer 6-2.

VOLÉES À CONTRETEMPS ET COUPS LIFTÉS FOND DE COURT

Troisième acte, troisième set et Alcaraz reprenait les devants. Mais l'Allemand, opiniâtre et résilient, parvenait à revenir peu à peu, s'imposant in fine 7-5. En clair, le vent avait tourné et la partie semblait dès lors promise à Zverev. C'était sans compter sur la ténacité du Murcien, qui retrouvait son jeu tout en alternance, fait d'amortis, de volées à contretemps et de coups liftés fond de court. Il prenait peu à peu l'avantage dans cette quatrième manche au point de laisser sur place son adversaire et d'arracher ce quatrième set 6-1. À l'entrée de la phase finale de ce match au long cours, les deux adversaires se rendaient coup pour coup. Jusqu'à ce qu'Alexander Zverev, qui souffre

Alcaraz s'offre son premier Roland-Garros

TENNIS Après une finale de plus de quatre heures, l'Espagnol, du haut de ses 21 ans, a remporté l'un des Grand Chelem qui lui manquaient en battant l'Allemand Alexander Zverev en cinq sets.



Dimanche, le Murcien l'a emporté (6-3 ; 2-6 ; 5-7 ; 6-1 ; 6-2) au bout de 4 h 18 de jeu.

de diabète, paraisse diminué physiquement en raison d'un taux de glycémie trop bas. Dans le cinquième set, le combat fut malgré tout acharné, les deux joueurs s'épuisant pour en terminer avec un match à rallonge. C'est l'Espagnol qui prenait les devants dans la première partie de ce dernier acte.

Décidément, cette finale, malgré les très nombreuses fautes directes des deux protagonistes tout au long de l'après-midi, aura tenu le public en haleine jusqu'au bout d'une journée radieuse. Une éclaircie pour une quinzaine qui a vu nombre de matchs reportés en raison d'une météo capricieuse et des trombes d'eau tombées sur Paris. Quoiqu'il en soit, entre ombres et lumières, c'est en mode survivants qu'Alcaraz et Zverev jetaient leurs dernières forces dans la bataille. Au bout de ces plus de quatre heures de rencontre, Carlos Alcaraz, successeur désigné de Rafael Nadal peut être un peu trop vite, a finalement trouvé les solutions pour entrer dans l'histoire en emportant ce dernier set 6-2. ■

ÉRIC SERRES

Tous les ans, c'est la même chose. La terre ocre de la porte d'Auteuil débarque sur les écrans, bouleversant les emplois du temps savamment réglés. On s'attarde pour observer un jeu, et puis encore un autre (on lance le repas au changement de côté), on s'amuse des services à la cuillère de Corentin Moutet, des facéties d'Ons Jabeur, on admire la puissance d'Iga Swiatek. Mais il y a aussi tout ce qu'on n'aime pas de Roland-Garros, tout ce qui est si révélateur de notre société. Comme l'absence des tennismen aux soirées privées de Prime Video, les fameuses Night Sessions, et la présence d'un athlète condamné pour violences conjugales en finale. Car, vendredi 31 mai, le procès en appel d'Alexander Zverev débutait à Berlin, mais celui-ci se trouvait bien dans l'Ouest parisien.

En octobre 2023, le sportif de 27 ans avait été condamné en première instance à s'acquitter d'une amende de 450 000 euros pour « coups et blessures » sur une ancienne conjointe, Brenda Patea. Il est reproché à l'Allemand d'1,98 m de l'avoir « *maltraitée physiquement* » trois ans plus tôt et de l'avoir « *étouffée des deux*

**LA CHRONIQUE
SPORT DE
MEJDALINE MHIRI**
RÉDACTRICE EN CHEFFE
DES SPORTIVES



Ne séparons plus l'homme du sportif

mains dans la cage d'escalier d'un immeuble ». Malgré cette décision juridique, la défense du droitier n'a pas évolué : il est innocent, son ex est une menteuse qui cherche à se faire de l'argent. Classique, vous avez dit ? **Il y a bien eu quelques questions de la part de journalistes durant la quinzaine**, mais globalement, Alexandre Zverev a eu une paix royale. Pas grand monde pour souligner que, tout de même, c'est la deuxième fois qu'une telle

accusation est portée à son encontre. En 2021, une autre ex-compagne, Olga Sharypova, avait affirmé sur les réseaux qu'il avait « *essayé de l'étouffer avec un oreiller, de lui cogner la tête contre le mur et de lui tordre les bras* ». Le monsieur a un problème avec l'oxygène d'autrui, non ? Sur cette affaire, selon l'ATP, qui gère le circuit professionnel masculin, les charges étaient insuffisantes, l'enquête avait donc été close en 2023. Pratique. **Vendredi, un accord financier a été trouvé entre Alexandre Zverev et Brenda Patea**, permettant à l'ATP de continuer à regarder ailleurs puisque, selon son règlement, le joueur aurait pu être suspendu temporairement pour une « *conduite contraire à l'intégrité du jeu* » en raison de sa première condamnation. Mais cela n'a donc pas été le cas. Alors que le monde de la culture est en train de comprendre qu'il n'est pas possible de « *séparer l'homme de l'artiste* », le milieu sportif semble refuser d'appliquer ses règlements et de réfléchir à la façon dont il conviendrait de bien agir. Les récits triomphants de vainqueurs héroïques l'emportent encore sur la violence des hommes à l'encontre des femmes. Jusqu'à quand ? ■



Dans une mise en scène très habile, des témoignages de femmes rencontrées en Cisjordanie viennent percuter le texte original.

MARIE CLAUZADE

Pleins pouvoirs aux Palestiniennesses

FESTIVAL Au Printemps des comédiens, le théâtre national palestinien Al-Hakawati présente *Une assemblée des femmes, aujourd'hui*, d'après Aristophane.

Montpellier (Hérault), envoyée spéciale.

Au cœur de la magnifique pinède du domaine d'O, la nuit tombe doucement quand résonnent des mots qui font mouche : « *L'égalité entre les femmes et les hommes est une affaire de droits.* » « *Non à la violence, aux mariages forcés.* » « *Les politiciens sont des tricheurs et des corrompus.* » Sur un plateau quasiment nu, sur trois draps

en guise d'écrans, sont projetés des visages de femmes, interviewées seules ou rassemblées, rencontrées à travers toute la Cisjordanie.

Cette *Assemblée des femmes, aujourd'hui*, d'après le récit d'Aristophane écrit vers 392 avant J.-C., a gardé toute sa nécessité et sa puissance. Elles et ils sont huit pour en témoigner – Iman Aoun, Fatima Abu Alul, Shaden Saleem, Ameena Adileh, Nidal Jubeh, Mays Assi, Firas Farrah et Nicola Zreineh –, cinq comédiennes et trois comédiens du théâtre national palestinien Al-Hakawati (le conteur, en arabe). Le spectacle est coréalisé par Roxane Borgna, Jean-Claude Fall et Laurent Rojol. On connaît les difficultés de création et de circulation des artistes palestiniens que la guerre d'anéantissement israélienne sur Gaza après

le 7 octobre a rendues encore plus phénoménales, mais tous ont pu faire le voyage jusqu'à Montpellier.

Le théâtre Al-Hakawati, seul théâtre de Jérusalem-Est, a été cofondé en 1984 par François Abou Salem, disparu en 2011, permettant à des acteurs palestiniens de se former et de travailler avec des metteurs en scène internationaux. Adel Hakim (1953-2017), codirecteur avec Élisabeth Chailloux du Théâtre des Quartiers d'Ivry, y avait notamment créé l'*Antigone*, de Sophocle, prix de la critique du meilleur spectacle en langue étrangère en 2013.

ENTRE SATIRE POLITIQUE ET DOCUMENT ANTHROPOLOGIQUE

Le projet de cette *Assemblée de femmes*, porté par la Manufacture Compagnie Jean-Claude Fall et Nageurs de nuit, avec le soutien de l'Institut français de Jérusalem, a commencé en 2021, à travers des ateliers artistiques et la réalisation d'un film dont l'on retrouve ici des portraits et extraits d'entretiens réalisés à Jéricho, Bethléem, Naplouse, Ramallah, Hébron... Le recueil d'une parole rare dans une société où les femmes de toutes générations doivent affronter conjointement l'occupation, la discrimination israéliennes et les tabous de leur propre société patriarcale.

Sur le mode des Athéniennes, elles décident à quelques-unes de se rassembler la nuit tombée pour prendre la place des hommes à l'Assemblée et construire une société où le travail salarié sera supprimé, où il n'y aura plus d'héritage où « tout sera à tous ». Où la présidence du pays reviendra à une femme. Un programme politique qui passe par dérober leurs habits à leurs maris durant leur sommeil et les voilà méconnaissables, en pantalons et vestes noirs, avec chapeaux, barbes et moustaches postiches ajustées. Elles ont laissé au chevet des époux en-

dormis leurs propres robes qu'ils n'auront pas d'autre choix que de porter, renversant ainsi les rôles dans des images fortes dont l'incidence n'est pas anodine, la pièce ayant tourné en Cisjordanie auprès de tous types de public.

Cette construction très habile de satire politique et de document anthro-

pologique se répercute à la fois sur scène entre les protagonistes, dans les relations nouées avec les femmes à l'image qui occupent aussi l'espace et la parole de la représentation. On y entend l'analyse des verrous d'une société dont « la liberté est entravée par l'occupation » ; où il y a des lois censées protéger les femmes mais « qui ne sont pas appliquées » ; où les violences familiales et sexuelles sont dissimulées. Mais, au-delà de ce constat, on entend aussi l'espoir d'une population où « les mères donnent aujourd'hui plus d'espace à leurs filles pour s'exprimer ». Émancipation et transmission, insoumission et combat sont les maîtres mots de ce programme politique et artistique dont les actrices, reléguant les acteurs au second plan, prennent les spectateurs à témoin, allant au plus près à leur contact, guettant leur réaction.

« D'habitude, à la fin du spectacle, on danse, on chante, on fait la fête et on partage la soupe que nous avons faite nous-mêmes avec les spectateurs. Mais avec ce qui se passe aujourd'hui en Palestine, on n'a pas le cœur à faire la fête. » Iman a pris la parole pour tous et ajouté : « Dans notre société, lorsqu'il y a des morts, on partage le deuil avec un café noir, c'est ce café qu'on va vous offrir. » Plus que jamais le théâtre renvoie au réel. ■

MARINA DA SILVA

Printemps des Comédiens, à Montpellier, jusqu'au 21 juin.

Rens. : printempsdescomediens.com.

Une représentation sera donnée le 12 juin, à 20 heures,

au Festival Ōrizons, à l'Agora Boulazac, à Boulazac-Isle-Manoire.

Et, sous le corset colonial, des corps se libèrent

SPECTACLE La chorégraphe malgache Soa Ratsifandrihana trouve avec *Fampitaha*, *fampita*, *fampitana* (comparaison, transmission, rivalité) une forte inspiration à partir de racines enfouies. Une pièce qui magnifie la réappropriation des gestes ancestraux.

Soa Ratsifandrihana, chorégraphe malgache, a présenté *Fampitaha*, *fampita*, *fampitana* (cela signifie la comparaison, la transmission, la rivalité) au festival June Events (1). C'est le deuxième volet d'un diptyque entamé avec *Rouge cratère*. Il y a deux hommes (le musicien Joël Rabesolo, le performeur Stanley Ollivier) et deux femmes (la chorégraphe elle-même et la performeuse Audrey Merilus). Ils sont vêtus à la façon des Blancs au temps des colonies. Le corset étrangle la taille, les jupes se superposent aux jupons comme autant de pelures dont il faudra se défaire en cours de route. Engoncés, ils mettent des gants, au propre comme au figuré, blancs de préférence, après avoir décliné leur origine. Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? Haïti, Martinique, Guadeloupe, Madagascar, France et Belgique.

Tous ont une identité fractionnée, liée à un territoire colonisé. Tous sont descendants d'exilés. Commence une étude violente où les corps répètent la leçon,

jadis apprise à coups de trique, même si la fierté se lit à même les traits. Le regard digne se porte en avant. À commencer par celui de Soa Ratsifandrihana, qui a fait ses classes chez Boris Charmatz et Anne Teresa de Keersmaecker. On la connaît davantage en solo. C'est sa première pièce de groupe. Elle réunit ici un échantillon d'enfants de la diaspora. Ensemble, ils se défont des couches de tissu superposées, après avoir esquissé des pas de danse de salon. Les corps policés, astreints à des gestes complexes, dissimulent une mémoire d'avant les colonies, mémoire enfouie à même la chair, mémoire balayée d'un revers de main par le maître servant l'injonction assimilatrice.

D'INDIVIDU À INDIVIDU, UNE CHAÎNE DE GESTES

La mise à nu a lieu dans les riffs à la basse. Sous les oripeaux, les corps bouillonnent, se postent au garde-à-vous, selon le pli jadis imposé par l'Histoire. Corps refractaires, raidis, décérébrés, jetés sans retour dans la bataille. Sous l'enrôlement collectif se joue une hésitation, s'insèrent

des déhanchements venus de la culture pop. Nulle hiérarchie entre culture savante et sous-culture, avec un brusque dégalement du groupe, comme pour apprendre enfin à désapprendre.

Chaussés de bottes futuristes en argent, tous mis sur un pied d'égalité après que le créole a été convoqué et que le mutisme, la langue coupée, a pu s'offrir la possibilité du langage, les trois interprètes se lancent, chacun à son tour, dans des pas neufs. La transmission, une fois que le corps n'est plus assujéti au regard de l'autre, se fait d'individu à individu, en une chaîne continue de gestes. Fini le rose des robes, le kaki mental, les bottes couleur argent. Voilà la force de cette pièce, grâce à l'intensité de présence vécue de bout en bout dans des corps qui incarnent, des pieds à la tête, la soif de réappropriation de soi sans trop savoir comment. ■

MURIEL STEINMETZ

(1) La pièce a été créée au festival June Events, qui vient de s'achever. Elle sera présentée du 18 au 22 septembre à la MC93 de Bobigny.



Les trois interprètes, tous mis sur un pied d'égalité, se lancent dans des pas neufs. HARILAY RABENJAMINA

LA CHRONIQUE
THÉÂTRE DE
JEAN-PIERRE
LÉONARDINIEurope,
c'est à lire et à relire

La revue *Europe* constitue, depuis cent ans, un trésor national dans l'ordre de la littérature, de la poésie, de la pensée. Deux livraisons sont récemment sorties. L'une a trait à Alfred de Musset (1). Après l'exposé des motifs par Sylvain Ledda, qui rappelle qu'en 1977 un numéro avait déjà été voué à l'auteur de la *Confession d'un enfant du siècle*, Olivier Barbarant présente, d'Aragon, un texte éblouissant, de 1957, sur le poète, qu'il réévalue en toute subtilité, Baudelaire et Rimbaud, en leur temps, ayant affiché, sur leur aîné romantique, une sorte de mépris ambigu. Suit une kyrielle d'études documentées d'éminents spécialistes, dont Frank Lestringant à qui l'on doit la biographie magistrale de Musset (Flammarion 1998). Ces auteurs passent au crible, en maints points de vue, dont l'un radicalement féministe, le théâtre (*Lorenzaccio*, les comédies et proverbes), l'apolitisme supposé du dandy libertin ou ses vers d'un lyrisme acide. Musset (1810-1857), dont le théâtre nous parle toujours, est brillamment réinscrit dans le XXI^e siècle.

L'autre livraison est sur deux poètes, Pierre Morhange (1901-1972) et Marie-Claire Bancquart (1932-2019), adeptes de l'essentiel, dignes d'une gratitude émue (2). Pour Pierre Morhange, c'est une redécouverte. Franck Venaille (1936-2018), à l'écriture d'ardeur tragique,

La vie et l'œuvre
d'un homme
- Pierre Morhange -
ancré dans le dur
réel de son temps.

s'était efforcé de ranimer la flamme autour de celui qui publiait, en 1930, un recueil pourtant mémorable, *La vie est unique*. De 1924 à 1933, Morhange avait animé des revues ; *Philosophie*, *l'Esprit*, *la Revue marxiste* et *Avant-*

Poste, avec pour compagnons Georges Politzer, Henri Lefebvre, Paul Nizan... En rupture avec le surréalisme d'André Breton, Morhange, communiste singulier, résistant, traqué par la Gestapo, tenant d'une « judaïcité » douloureuse, fut d'emblée reconnu par Éluard. Jean-Baptiste Para, Jacques Borel, Luc Boltanski, Gérard Macé, Jean Cassou, notamment, gravent magnifiquement dans la mémoire la vie et l'œuvre d'un homme ancré dans le dur réel de son temps. Jacques Borel définit comme « *poésie du malheur, de la précarité* » les vers « *après et blessés* » de celui dont il fut l'ami.

Marie-Étienne, dans le second volet de ce numéro d'*Europe*, salue « *l'audace tranquille* » de Marie-Claire Bancquart, également évoquée avec une ferveur savante par une dizaine d'analystes et connaisseurs de cette poésie, hantée par la justesse formelle et l'exigence de vérité dans l'intime au plus haut prix. Comme d'habitude, chaque numéro d'*Europe* comporte ses chroniques et son cahier de création. ■

(1) N° 1141, mai 2024, 324 pages, 22 euros, *Europe*, 4, rue Marie-Rose, 75014 Paris, tél. : 01 43 21 09 54 ; courriel : revue@wanadoo.fr ; site Internet : www.europe-revue.net/
(2) N°s 1142, 1143, 1144, juin-juillet-août 2024, 362 pages, 22 euros.

La gloire du Circus Ronaldo,
une histoire de famille

SPECTACLE Danny Ronaldo, clown et circassien, tourne en dérision l'artiste et le père de famille qu'il est devenu. Au menu, duel d'acrobaties, prouesses pianistiques et numéros loufoques avec son fils, Pepijn.

Allongé dans son bain, Danny Ronaldo écoute sur un vieil appareil des morceaux qu'il a interprétés au piano. « *Sono io* » (C'est moi), insiste-t-il, tout fier, le regard tourné vers le public alors pris à partie. Le spectateur comprend à qui il a affaire : un cabotin de première catégorie qui s'offre volontiers en spectacle, pour l'amour de la gloire. Par des effets comiques de répétition et d'exagération, son caractère grotesque est aussitôt révélé et prête à rire. Mais il attendrit aussi. Longtemps persuadé de son talent, cet artiste se retrouve confronté au doute, provoqué par l'arrivée de son fils, Pepijn Ronaldo, tout aussi doué que lui. Ces retrouvailles pleines de surprises marquent le début d'une succession de situations et de quiproquos plus burlesques les uns que les autres.

DES CODES CLOWNESQUES DÉTOURNÉS

Au milieu d'un décor de linges suspendus qui rappelle son Italie natale, l'excellent duo du Circus Ronaldo met en scène la relation père-fils à travers les codes détournés du clown. Dépouillés du traditionnel nez rouge, Pepijn s'illustre en « auguste », le clown élégant, digne et sérieux, tandis que Danny incarne le clown bêta. Là où Pepijn réussit tous les tours qu'il entreprend, Danny rate la moindre tentative d'épater son public. Au rythme mélodieux du piano, le père cherche à rivaliser avec son fils et l'embarque dans des numéros de plus en plus périlleux, faussement improvisés : jonglage, jeux d'équilibre, poirier sur un instrument de musique... Contrairement à ce qu'ils

veulent faire croire, tout est parfaitement maîtrisé par ces deux générations de circassiens. Mais face au jeune et robuste Pepijn, le vieux Danny peine à suivre la cadence de cette surenchère acrobatique impitoyable. Confronté à l'acharnement du père à prouver qu'il est encore capable de prouesses, le fils tente de préserver de l'humiliation celui qui lui a tout transmis.

AU LIEU D'UN RIVAL, UN DIGNE SUCCESSEUR

L'atmosphère joyeuse dégage une étrange mélancolie, liée au temps qui passe. Pepijn agit comme un reflet du passé pour Danny, dont la vigueur n'est plus celle d'autrefois. Mais ce qui compte plus que tout, c'est de voir le fils porter en lui ce que son père lui a légué, sa passion pour le cirque et la musique. Et si, au lieu d'un rival, Pepijn était avant tout un partenaire de jeu, digne successeur de son art ? Le spectacle semble interroger la difficulté de vieillir et de perdre l'habileté d'autrefois. Danny met à nu sa fragilité et sa vulnérabilité, toujours avec humour, sous le regard empathique de Pepijn.

Au fil de l'histoire, la relation père-fils se tisse avec pudeur par-dessus la relation artistique. Toute la tendresse dont Danny fait preuve à l'égard de Pepijn, et réciproquement, transparaît à travers le geste, le regard, l'intonation de la voix, et quelques fois les mots. *Sono io* ? est le récit d'une grande complicité, sublimée par Danny Ronaldo et Pepijn Ronaldo, circassiens de père en fils. ■

CARLOTTA PENQUER-YALAMOW

Sono io interroge
la difficulté de
vieillir et de perdre
l'habileté d'autrefois.

Au Théâtre du Rond-Point,
jusqu'au 16 juin.
Rens. : theatredurondpoint.fr/



Les Ronaldo n'y vont pas piano, piano avec leurs pitreries acrobatiques. TOM HERBOTS



Le fils de la reine (Rufus Sewell) interviewé par Emily Maitlis (Gillian Anderson) sur son amitié avec Jeffrey Epstein. PETER MOUTAIN/NETFLIX 2023

Scoop, l'ode au journalisme passe à côté de son sujet

PLATEFORME Philip Martin revient dans une série pour Netflix sur les coulisses de l'entretien accordé par le prince Andrew à la BBC, en 2019. Une rencontre catastrophique, où le membre de la famille royale britannique n'a pas su gérer les accusations de complicité avec Jeffrey Epstein, homme d'affaires à la tête d'un réseau d'exploitation sexuelle de mineurs.

Scoop, Netflix

L'entretien a marqué les esprits. Le 16 novembre 2019, le prince Andrew, fils de la reine Elizabeth II et duc d'York, est interrogé par l'équipe de *Newsnight*, émission de la BBC. L'interview fascine par son contexte : la relation amicale qu'entretient l'héritier de la famille royale britannique avec Jeffrey Epstein, homme d'affaires à la tête d'un réseau mondial de prostitution infantile, est connue de tous. Le nom du prince Andrew est d'ailleurs apparu dans le témoignage de Virginia Roberts Giuffre, accusant Jeffrey Epstein de l'avoir forcée à avoir des relations sexuelles

avec le duc d'York alors qu'elle n'avait que 17 ans. Une affaire tentaculaire que *Scoop*, diffusé sur Netflix, n'effleure qu'à peine.

Basé sur les mémoires de la chargée de production de *Newsnight*, Sam McAlister, intitulées *Scoops : dans les coulisses des interviews les plus choquantes de la BBC* (2022), le film se concentre sur les négociations ayant mené au célèbre entretien. Fidèle au livre d'origine, il est centré sur McAlister, qui, en plein contexte de tensions à la BBC – 450 licenciements sont prévus pour pallier les difficultés financières du service public britannique –, décide d'aller à l'encontre de sa direction. Persuadée que l'amitié entre Jeffrey Epstein et le prince Andrew cache quelque chose, la chargée de production enquête pendant près d'un an, jusqu'à permettre l'organisation de cet entretien – mené par la

journaliste Emily Maitlis –, pensé comme le moment charnière du long métrage.

UN ÉCHEC SUR LE TERRAIN DE METOO

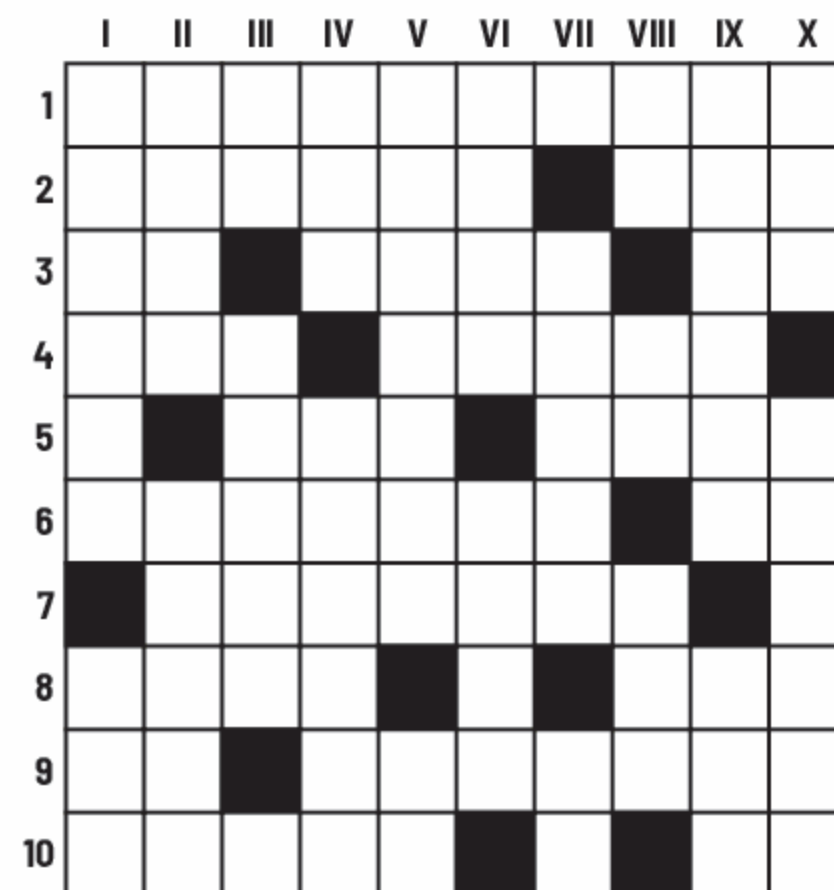
Si *Scoop* pioche dans les codes du thriller journalistique, comme *les Hommes du président* (1976) ou *She said* (2022), la comparaison avec ses aînés s'arrête là. Réalisé par Philip Martin (*The Crown*), le film n'atteint jamais le niveau de paranoïa et de tension propre au genre. Il n'en renverse pas non plus les codes, la réalisation se conformant au cahier des charges d'une production Netflix (mise en scène illustrative, dont le seul but est de capter l'attention). Il en va de même pour les personnages, réduits à leur fonction scénaristique, et dont la place accordée au sein du récit peut questionner. Alors que le film *She said*, basé sur l'enquête des journalistes Jodi

Kantor (Zoé Kazan) et Megan Twohey (Carey Mulligan) sur les accusations d'agressions sexuelles visant Harvey Weinstein, abordait avec maîtrise la révolution que fut MeToo, *Scoop* échoue sur ce terrain. Les protagonistes, la journaliste Emily Maitlis (Gillian Anderson) et Sam McAlister (Billie Piper), souffrent d'un manque de construction en comparaison du prince Andrew (Rufus Sewell). Dépeint comme un adulte immature, impulsif et rongé de remords, le duc d'York se révèle la colonne vertébrale du film. Plus largement, l'affaire Epstein n'est cantonnée qu'à son aspect psychologisant, quitte à laisser de côté la part structurelle de l'affaire (enjeux de pouvoir, hégémonie du patriarcat)... ou à invisibiliser les victimes, laissées en marge de l'histoire. ■

TOM DEMARS-GRANJA

RETROUVEZ L'HUMANITÉ
SUR INTERNETReportages, analyses,
entretiens, chroniques,
vidéos, directs...Toute notre actualité
à portée de clic.➤ www.humanite.fr➤ [facebook.com/
humanite.fr](https://facebook.com/humanite.fr)➤ [twitter.com/
humanite_fr](https://twitter.com/humanite_fr)➤ [linkedin.com/
company/lhumanite](https://linkedin.com/company/lhumanite)➤ Compte lhumanitefr
sur Instagram

MOTS CROISÉS N° 23 959 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Culottes de peau. 2. Mettre en quarantaine. Habilité à exercer une profession artistique. 3. Négation. Écrit qui constate un fait. Un pronom personnel. 4. Célèbre travesti. Affluent du Rhône. 5. Atome. Récipient. 6. Abjure. Vieux usages. 7. Bâtons nouveaux souvent utilisés comme armes. 8. Maçonnerie faite de terre argileuse moulée. Affluent du Rhône. 9. Hic. Titre d'honneur. 10. Uniforme. Sur une peau d'âne.

VERTICALEMENT

I. Il n'a pas encore dix-huit ans. Soirée non guindée pour arroser un événement. II. Lac glaciaire italien. Exprimée. III. Saint normand. Cigarillo. IV. Parfois déserte. Individu bizarre lorsqu'il est drôle. V. Sucettes. Chemin de halage. VI. Beaux parleurs. Obscurité. VII. Expérimenté. Erbium. VIII. Dieu du Soleil. Note. Bassin entre deux écluses. IX. Un petit anneau. Baie japonaise. X. Sainte abrégée. Manufactures.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Millitaires. 2. Isolier. Art. 3. Ne. État. Se. 4. Éon. Isère. 5. Ion. Seau. 6. Renient. Us. 7. Massues. 8. Pisé. Ain. 9. Os. Altesses. 10. Tenue. Es. VERTICALEMENT. I. Mineur. Pot. II. Iseo. Emiss. III. Lo. Ninas. IV. Ile. Oiseau. V. Tétines. Lè. VI. Aras. Nuit. VII. Testé. Er. VIII. Ra. Ré. Sas. IX. Erseau. Ise. X. Ste. Usines.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès Directeur Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil
de surveillance. Société nouvelle du journal
l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 2 500 000 euros Siège social 5, rue
Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 47

Publicité Comédiance. Silvère Magnon, président

Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur
de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice
de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général
et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon,
directeur des développements et de l'événementiel

Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux L'Association
des lectrices et lecteurs de l'Humanité ;
l'Association des diffuseurs de l'Humanité.
Impression POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles),
Nancy-Print, CILA (Nantes)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 6 juin 2024 30 820 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique
et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.

FORUMS
DE l'Humanité SPÉCIAL LOGEMENT

Lundi 17 juin 2024
au Pavillon de l'Arsenal
Paris (4^e) 9^h - 12^h30

INVITATION

3^e
ÉDITION

Peut-on faire face à la crise du logement ?

Depuis l'automne 2022, le secteur
du logement est entré dans
la tourmente. Quels leviers actionner
pour affronter cette crise ?
Quel rôle doivent jouer État
et collectivités ?

Et si le logement social était la solution ?

Alors que le modèle du
logement social est une réponse
évidente à la crise du secteur, le gouvernement
actuel freine son développement. Pourquoi ?
Quels sont les atouts de ce modèle ? Comment
faire face à la demande exponentielle ?

Focus Les effets de la crise sur les conditions de travail.

Avec notamment la participation de :

Stéphane Peu
Député de Seine-Saint-Denis
Marianne Louis
Directrice générale de l'Union sociale pour
l'habitat
Patrice Leclerc
Maire de Gennevilliers
Brigitte Ravel
Présidente de la Confédération nationale
du logement IDF
Christophe Robert
Directeur général de la Fondation Abbé-Pierre
Pierre Bell-Lloch
Maire de Vitry-sur-Seine
Delphine Valentin
Directrice générale d'IDF Habitat
Jacques Baudrier
Adjoint au logement à la maire de Paris
Jean-Pascal François
Secrétaire fédéral de la CGT construction
(...)

Inscriptions et renseignements sur :

www.humanite.fr



Saisonniers: quel accès au logement?

À l'approche de l'été, des travailleurs doivent trouver un toit pour des durées déterminées, parfois courtes. Dans des régions où le marché immobilier est tendu, et souvent très cher, c'est un parcours du combattant.

Il faut mettre en place des solutions de logement innovantes et adaptées aux besoins des travailleurs comme des entreprises.

Sans logement, pas d'emploi mais, sans emploi, pas de logement. Et quand on est un travailleur précaire comme le sont les saisonniers, l'équation est impossible à résoudre. Le droit à l'emploi et à un logement digne est inscrit dans notre Constitution, mais la réalité, c'est que ces travailleurs et travailleuses ne bénéficient pas des mêmes droits que les autres, ni des moyens pour les faire valoir. Il est primordial de lier la question de l'accès au logement avec l'enjeu de sécurisation des parcours. Il faut lutter contre la précarisation des emplois saisonniers et, en particulier, contre les contrats courts, véritables freins au logement. Par exemple, dans le champ agricole, 80 % des contrats sont en CDD. Comment, dans ces conditions, assurer l'accès et le maintien dans le logement de façon pérenne ? Très peu de bailleurs acceptent de louer avec si peu de garanties, et les travailleurs eux-mêmes hésitent à s'engager quand, parfois, le montant de la caution représente plus de la moitié du salaire qu'ils vont toucher. Quand ils cherchent à se loger au plus près de leur lieu de travail, les loyers peuvent être excessifs, ils sont donc parfois obligés d'accepter l'insalubrité, la cohabitation subie, ou alors renoncent à l'emploi proposé. Et lorsque la distance domicile-travail augmente et que les conditions de vie sont dégradées, le logement devient de surcroît facteur de risques pour la santé des travailleurs plutôt que facteur d'émancipation, et c'est inacceptable. La dégradation des conditions d'accès à l'emploi et les nouveaux statuts



JOCELYNE CABANAL
Secrétaire nationale
CFDT chargée
de la politique
du logement



LYDIE NICOL
Secrétaire nationale
CFDT chargée
de la lutte contre
la pauvreté

qui émergent rendent plus complexes l'accès et le maintien dans le logement, car les droits associés au statut et au salaire sont moindres. Il apparaît essentiel de repenser l'intervention sur le logement, afin de permettre aux travailleuses et travailleurs de se loger, dans des conditions qui respectent leur dignité et ce, tout au long de leur parcours professionnel. La CFDT revendique la création d'un socle social minimal pour ces travailleuses et travailleurs qui passeraient par le renforcement des dispositifs de garantie locative – la CFDT a porté et obtenu l'extension de la garantie Visale aux travailleurs saisonniers dans la nouvelle convention Action Logement ; l'encadrement précis de la saisonnalité dans le temps, avec l'obligation d'une date de début et de fin de saison ; la généralisation du contrat de travail saisonnier avec droit à renouvellement garantissant la réembauche d'une saison à l'autre, comme c'est déjà le cas pour certaines branches.

Pour améliorer l'hébergement des saisonniers, la CFDT formule des propositions : autoriser l'hébergement de travailleurs saisonniers dans des locations touristiques faisant l'objet d'un classement officiel soumis à des contrôles réguliers et encourager la mutualisation de solutions collectives d'hébergement ou/et de transport – il faut rappeler que le droit au logement est personnel et ne saurait devenir dépendant du contrat de travail. ■

Parfois, le montant de la caution représente plus de la moitié du salaire qu'ils vont toucher.

Depuis le Covid, des territoires prisés des Français ont vu leur population augmenter. L'État n'apporte pas les réponses nécessaires aux promesses faites en 2023.

Tout d'abord, le logement est un des principes mêmes reliés au recrutement : pas de toit, pas d'emploi ! Nous étions déjà dans un schéma où nous devions loger nos salariés avant le Covid. Le fait même de la pandémie et ses effets sur la délocalisation de toute une partie de la population, liée notamment au télétravail, ont entraîné à la fois un essor économique important des territoires en élargissant leurs dates de saison et une pression immobilière qui, avec plus de demandes sur ces territoires, s'est beaucoup tendue.

Il n'y a pas de solution miracle, mais beaucoup de petites interventions locales et régionales.

Ces deux effets font qu'il est désormais beaucoup plus difficile de se loger sur ces zones. On a aussi toute une génération d'employeurs, propriétaires de leurs logements qu'ils destinaient aux saisonniers, qui sont partis à la retraite ou qui ont vendu leurs établissements avec leurs logements. Pour ces territoires-là, c'est la double peine ! On reprend contact avec l'État et les collectivités, notamment à travers Action Logement qui est censé investir dans le cadre des bailleurs sociaux. Au-delà des saisonniers, pour nos salariés en général, nous en avons très peu qui ont accès à ces logements sociaux. Or l'intervention de l'État ne se fait que sur les logements sociaux. L'État avait annoncé, le 3 juin 2023, une volonté d'élaborer un



LAURENT BARTHELEMY
Président de
l'Union des métiers
et des industries
de l'hôtellerie (Umih),
saisonniers

plan saisonnier. Mais, jusqu'à aujourd'hui, il n'y a rien de fait ni d'établi sur ce sujet-là. L'État essaye d'être un intermédiaire entre les opérateurs, à travers ses représentants dans les sous-préfectures et dans les préfectures, mais sur le plan financier, il ne met pas un centime dans le logement des saisonniers ! Il n'y a pas de solution miracle pour le logement des saisonniers,

mais beaucoup de petites interventions locales et régionales qui permettent une adaptation aux spécificités de chaque territoire. On peut essayer de trouver des solutions. C'est cependant aberrant qu'on n'ait pas pu avoir ces lits froids (par exemple, les logements étudiants), l'été, alors qu'ils étaient disponibles.

Hormis quelques exceptions, les zones littorales ne sont que des zones rurales en dehors des zones estivales. Et je ne parle même pas des saisonniers d'hiver où c'est encore pire, car, hormis dans les grandes villes des Alpes, il ne peut pas y avoir de liaisons avec les lycées et les Crous.

Les solutions se trouvent par territoire. Les collectivités locales, par l'intermédiaire de leur maire, essaient d'en trouver. Par exemple, sur la partie camping ouverte aux saisonniers, ou via les friches urbaines que sont les anciennes colonies de vacances – qui appartiennent aux collectivités et aux municipalités –, mises à disposition pour y loger des saisonniers, ou encore auprès des bailleurs sociaux, pour obtenir un loyer pour des T2 à 400 euros par mois au maximum. ■



Le groupe à Nazca, où l'on peut observer les énigmatiques géoglyphes tracés il y a plus de mille ans.

Onze heures de vol trans-atlantique, atterrissage à Lima. Un groupe de 17 Français qui ne sont pas des touristes habitués aux vacances de type Club Med. « *Ce sont avant tout les aventures humaines qui m'attirent, je ne suis jamais déçue avec les voyages de l'Huma* », sourit Catherine, qui n'en est pas à sa première fois : Ouzbékistan, Grèce, Portugal, Bolivie, Venezuela, Colombie. « *À chaque fois, il y a la découverte d'un pays et de ses habitants à travers des circuits qui nous plongent dans des paysages incroyables, tout en laissant de la place à la culture et à la politique.* »

RENCONTRE AVEC LES DÉPUTÉS DU PARTI DE PEDRO CASTILLO

Mission accomplie au Pérou, terre du penseur révolutionnaire Carlos Mariategui, mais aussi de Vargas Llosa, l'écrivain nobélisé devenu le chantre de la droite réactionnaire latino-américaine. Le périple commence par la visite du Congrès. De leur côté, les touristes lambda suivent le parcours officiel et sont invités à se photographier sous les ors de la République. De la pauvreté qui flagelle les provinces, des millions de Péruviens méprisés par les élites de la capitale ou encore de la crise institutionnelle qui ébranle le pays (six présidents en six ans), ils ne sauront rien. Les voyageurs de *l'Humanité*, eux, sont reçus par des parlementaires de Pérou libre, le parti de gauche qui a propulsé la candidature et obtenu la victoire de Pedro Castillo à l'élection présidentielle de 2021. L'échange avec les députés aura été l'occasion de mesurer la terrible répression – 50 morts – qui a suivi le mouvement de contestation contre

Les voyageurs de *l'Humanité* au Pérou

De Lima au Machu Picchu, en passant par le lac Titicaca, des Français ont arpenté les terres andines durant un circuit touristique, politico-culturel, riche en découvertes, initié par notre journal.

l'arrivée au pouvoir de la cheffe de l'État, Dina Boluarte (2022), mais aussi de comprendre les bases d'un système politique ultracorrompu transformant les richesses du pays en butin privatisé.

Après Lima, direction le Sud en longeant la côte pacifique, sur la route panaméricaine. En autocar, en train ou en bateau, le Pérou révèle peu à peu ses trésors. À chaque jour ses surprises et ses émerveillements : lions de mer et pingouins de Humboldt aux pluvieuses îles Ballestas, oasis cernée par les imposantes dunes du désert de Huacachina, marchés provinciaux regorgeant d'odeurs et de couleurs, splendide cité coloniale d'Arequipa entourée par ses trois volcans, etc. Dans la région de Puno, à 4400 mètres au-dessus du niveau de la

mer, le mal d'altitude est atténué par les tisanes à base de feuilles de coca. Les étapes se poursuivent le long de la majestueuse cordillère des Andes, sous le regard impassible des lamas et alpagas qui parsèment le bord des routes : immensité des hauts plateaux, Cuzco, l'ancienne capitale des Incas et sa Vallée sacrée, avec ses scintillantes salines à Maras et son village figé dans le temps à Ollantaytambo, etc. Partout, le foisonnement culturel, l'artisanat d'une grande délicatesse, la gastronomie et l'architecture reflet d'un passé métissé et baroque semblent nous rattraper. La surprise est de taille face aux ingénieux systèmes agricoles élaborés voilà plus de mille ans à flanc de montagne ; le site archéologique du Machu Picchu, une des sept « nouvelles »

merveilles du monde, révèle peu à peu sa splendeur quand se dissipe la brume matinale. « *Nous avons particulièrement apprécié de pouvoir prendre le temps de partager de longs moments avec les membres de la communauté Amaru* », confie Nicole et Isabelle, touchées par l'humilité et la gentillesse des villageois qui perpétuent leurs traditions ancestrales.

« LE RESPECT DES DIFFÉRENCES AVEC NOS HÔTES »

Au fil des kilomètres, les visites et les rencontres s'enchaînent et mettent parfois les grilles de lecture politique et culturelle du groupe à rude épreuve. En pleine excursion sur le lac Titicaca, comment comprendre qu'une habitante de la région d'origine aymara encense l'ancien président Alberto Fujimori (1990-2000), coupable d'une campagne de stérilisation forcée dont ont été victimes 300 000 femmes indigènes ? « *Pour moi, c'est un corrompu condamné pour crime contre l'humanité ; pour elle, c'est celui qui a permis la construction de la première école dans son village* », analyse Marie-Pierre. « *C'est aussi ce qui fait la richesse de ce type de séjour : nous sommes confrontés à la complexité des sociétés, et nous trouvons toujours des moments pour analyser a posteriori ces échanges, toujours dans le respect des différences avec nos hôtes* », explique Patricia, accompagnatrice du circuit coorganisé avec le tour-opérateur LVJ.

Après deux semaines d'aventures et près de 3000 km au compteur, c'est le retour en France. Promesse est faite de rester en contact, de partager les centaines de photos prises et de se retrouver en septembre, à la Fête de l'Humanité, au stand de LVJ. Et pourquoi pas autour d'un verre de pisco sour. ■

LUIS REYGADA